

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU CONSEIL MUNICIPAL DE DOLLARD-DES-ORMEAUX, TENUE LE MARDI 8 NOVEMBRE 2022, CONVOQUÉE POUR 19 h 30 AU 12001 BOULEVARD DE SALABERRY, DOLLARD-DES-ORMEAUX, QUÉBEC, ET À LAQUELLE ÉTAIENT PRÉSENTS :

Maire / Mayor

Conseillères et Conseillers / Councillors :

Directeur général / City Manager

Greffière / City Clerk

MINUTES OF THE REGULAR MEETING OF THE MUNICIPAL COUNCIL OF DOLLARD-DES-ORMEAUX, HELD AT 12001 DE SALABERRY BOULEVARD, DOLLARD-DES-ORMEAUX, QUEBEC, ON TUESDAY, NOVEMBER 8, 2022, SCHEDULED FOR 7:30 p.m., AND AT WHICH WERE PRESENT:

Alex Bottausci

Laurence Parent
Errol Johnson
Mickey Max Guttman
Tanya Toledano
Morris Vesely
Valérie Assouline
Ryan Brownstein
Anastasia Assimakopoulos

Jack Benzaquen

Sophie Valois

OUVERTURE DE LA SÉANCE

Tous formant quorum, le maire déclare la séance ouverte à 20 h 01.

OPENING OF THE MEETING

All forming quorum the Mayor calls the regular meeting to order at 8:01 p.m.

PÉRIODE DE QUESTIONS

Le maire répond aux questions des personnes présentes.

QUESTION PERIOD

The mayor answers the questions asked by the public.

SUSPENSION DE LA SÉANCE

À 20 h 10, la Conseillère Assouline propose de suspendre la séance ordinaire jusqu'à 21 h.

SUSPENSION OF THE SITTING

At 8:10 p.m., Councillor Assouline suggests the suspension of the regular sitting until 9 p.m.

REPRISE DE LA SÉANCE

À 21 h 20, il est proposé par la Conseillère Assouline et secondé par le Conseiller Guttman de reprendre la séance ordinaire.

RESUMING OF THE SITTING

At 9:20 p.m., it is moved by Councillor Assouline and seconded by Councillor Guttman to resume the regular sitting.

22 1101

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Il est
proposé par le Conseiller Parent
appuyé par le Conseiller Johnson

QUE l'ordre du jour de la séance ordinaire du Conseil municipal de Dollard-des-Ormeaux du 8 novembre 2022 soit adopté, tel que soumis.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

PÉRIODE RÉSERVÉE AU SERVICE DE POLICE

Le service n'est pas représenté.

PÉRIODE DE QUESTIONS

Aucune question n'a été posée.

22 1102

ADOPTION DES PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES EXTRAORDINAIRE ET ORDINAIRE DU CONSEIL MUNICIPAL DE DOLLARD-DES-ORMEAUX

Considérant que copie des procès-verbaux des séances extraordinaire et ordinaire du Conseil municipal de Dollard-des-Ormeaux, tenues respectivement le 12 octobre 2022 à 19 h 25 et à 19 h 30, a été remise à chaque membre du Conseil à l'intérieur du délai prévu à l'article 333 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19), la greffière est dispensée d'en faire lecture :

Il est
proposé par le Conseiller Johnson
appuyé par le Conseiller Guttman

QUE les procès-verbaux des séances extraordinaire et ordinaire du Conseil municipal de Dollard-des-Ormeaux, tenues

APPROVAL OF THE AGENDA

It is
moved by Councillor Parent
seconded by Councillor Johnson

THAT the agenda of the November 8, 2022, regular meeting of the Municipal Council of Dollard-des-Ormeaux be approved, as submitted.

CARRIED UNANIMOUSLY

PERIOD SET ASIDE FOR THE POLICE DEPARTMENT

The Department is not represented.

QUESTION PERIOD

No questions were asked.

APPROVAL OF THE MINUTES OF A SPECIAL SITTING AND REGULAR MEETING OF THE MUNICIPAL COUNCIL OF DOLLARD-DES-ORMEAUX

Considering that a copy of the minutes of the special sitting and the regular meeting of the Municipal Council of Dollard-des-Ormeaux, respectively held on October 12, 2022, at 7:25 p.m. and at 7:30 p.m., has been delivered to each member of Council within the delay prescribed by Section 333 of the *Cities and Towns Act* (CQLR, Chapter C-19), the City Clerk is exempted from reading the said minutes:

It is
moved by Councillor Johnson
seconded by Councillor Guttman

THAT the minutes of the special sitting and the regular meeting of the Municipal Council of Dollard-des-Ormeaux,

respectivement le 12 octobre 2022 à 19 h 25 et à 19 h 30, soient adoptés, tel que soumis.

respectively held on October 12, 2022, at 7:25 p.m. and at 7:30 p.m., be approved as submitted.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

CARRIED UNANIMOUSLY

22 1103

ADJUDICATION D'UN CONTRAT DE SUPPORT POUR LES ÉQUIPEMENTS DE STOCKAGE IBM (2022-032 DP)

AWARDING OF A CONTRACT FOR SUPPORT FOR THE IBM STORAGE EQUIPMENT (2022-032 DP)

ATTENDU QU'une demande de prix a été faite le 26 octobre 2022 pour un contrat de support pour les équipements de stockage IBM et les fournisseurs suivants ont été invités à soumettre un prix :

WHEREAS a price request was made on October 26, 2022, for a support contract for the IBM storage equipment, and the following suppliers were invited to submit a price:

- CDW
- Softchoice
- Présent
- ESI Technologies
- R2i
- IT2 GO Solution

- CDW
- Softchoice
- Présent
- ESI Technologies
- R2i
- IT2 GO Solution

ATTENDU QUE les soumissions suivantes ont été reçues avant 11 h le 3 novembre 2022 :

WHEREAS the following tenders were received before 11 a.m. on November 3, 2022:

Soumissionnaire	Coût total de la soumission (taxes incluses)
R2i	37 401,37 \$
CDW	48 591,52\$
Présent	55 734,13\$

ATTENDU QUE les soumissions reçues ont été vérifiées par Ionela Chiriac, directrice du Service des systèmes d'information :

WHEREAS the tenders received were verified by Ionela Chiriac, Director of the Information Systems Department:

Il est proposé par le Conseiller Guttman appuyé par la Conseillère Toledano

It is moved by Councillor Guttman seconded by Councillor Toledano

QUE l'offre de **R2i**, pour un coût total de soumission de 37 401,37 \$ (taxes incluses), pour un contrat de support pour les équipements de stockage IBM, soit acceptée ; et

THAT the offer of **R2i**, for a total bid amount of \$37,401.37 (taxes included), for a support contract for the IBM storage equipment, be accepted; and

QUE cette dépense, moins les ristournes applicables, soit imputée au budget de fonctionnement, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

THAT this expense, less applicable tax rebates, be charged to the operating budget, in accordance with the financial information entered in the decision file.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

CARRIED UNANIMOUSLY

SD2022-1000-1590

22 1104

REJET DE LA SOUMISSION POUR LA FOURNITURE ET LA LIVRAISON DE CINQ (5) CAMIONNETTES NEUVES (2022-041)

ATTENDU QU'un appel d'offres a été publié le 8 septembre 2022 dans le journal Constructo, sur le système électronique d'appel d'offres SÉAO et le site Web de la Ville pour la fourniture et la livraison de cinq (5) camionnettes neuves ;

ATTENDU QUE la soumission suivante a été ouverte publiquement le 3 octobre 2022 à 14 h :

Soumissionnaire	Coût total de la soumission (taxes incluses)
Jacques Olivier Ford inc.	-- (non-conforme)

ATTENDU QUE la soumission a été vérifiée par Geneviève Mongeau, Contremaître - Planification et contrôle; et

ATTENDU QUE la soumission reçue est non-conforme :

Il est proposé par la Conseillère Toledano appuyé par le Conseiller Vesely

QUE le Conseil n'accepte pas la soumission reçue pour la fourniture et la livraison de cinq (5) camionnettes neuves (2022-041).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

REJECTION OF THE TENDER FOR THE SUPPLY AND DELIVERY OF FIVE (5) NEW PICK-UP TRUCKS (2022-041)

WHEREAS a call for tenders for the supply and delivery of five (5) new pick-up trucks was published in the Constructo journal, on the electronic tendering system SÉAO and the City's website, on September 8, 2022;

WHEREAS the following tender was publicly opened on October 3, 2022, at 2 p.m.:

WHEREAS the tender was verified by Geneviève Mongeau, Foreman, Planning and control; and

WHEREAS the tender received is non-compliant:

It is moved by Councillor Toledano seconded by Councillor Vesely

THAT the Council reject the tender received for the supply and delivery of five (5) new pick-up trucks (2022-041).

CARRIED UNANIMOUSLY

SD2022-500-1563

22 1105

APPROBATION DE LA LISTE DES COMPTES À PAYER

ATTENDU que la liste des comptes à payer de la Ville pour la période du 1 au 31 octobre 2022 a été soumise aux membres du Conseil :

Il est proposé par le Conseiller Vesely appuyé par la Conseillère Assouline

QUE la liste des comptes à payer de la Ville, qui s'élève à 6 512 240,29 \$ pour la période du 1 au 31 octobre 2022, soit approuvée telle que soumise.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

APPROVAL OF THE LIST OF ACCOUNTS PAYABLE

WHEREAS the list of accounts payable of the City for the period of October 1 to 31, 2022, was submitted to the members of Council:

It is moved by Councillor Vesely seconded by Councillor Assouline

THAT the list of accounts payable of the City, for a total of \$6,512,240.29 for the period of October 1 to 31, 2022, be approved as submitted.

CARRIED UNANIMOUSLY

SD2022-300-1549

22 1106

MOUVEMENTS DE PERSONNEL

Il est
proposé par la Conseillère Assouline
appuyé par le Conseiller Brownstein

QUE le Conseil ratifie les décisions mentionnées au rapport global couvrant la période du 13 octobre 2022 au 8 novembre 2022 sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires et employés en vertu du règlement R-2005-004, soumis au Conseil par le directeur général ; et

QUE le Conseil approuve les recommandations du directeur général relativement aux mouvements de personnel, en date du 8 novembre 2022.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

22 1107

AIDE FINANCIÈRE À L'INTENTION DES RÉSIDENTS

ATTENDU QU'en vertu de sa *Politique d'aide financière, matérielle ou technique* (POL-SLC-001), la Ville peut octroyer une aide financière aux jeunes résidents qui participent à des compétitions, aux résidents à mobilité réduite qui utilisent le transport adapté de la STM, et aux résidents âgés, qui rencontrent les critères d'admissibilité ; et

ATTENDU QUE les demandes d'aide financière soumises ont été évaluées selon la grille faisant partie intégrante de ladite Politique :

Il est
proposé par le Conseiller Brownstein
appuyé par la Conseillère Assimakopoulos

QUE le Conseil approuve le versement d'une aide financière aux âgés de la Ville inscrits sur la liste couvrant la période du 12 octobre 2022 au 7 novembre 2022, sous réserve que chacun d'eux remplisse les conditions établies par la Ville ; et

MOVEMENT OF STAFF

It is
moved by Councillor Assouline
seconded by Councillor Brownstein

THAT Council ratify the decisions mentioned in the general report covering the period from October 13, 2022 to November 8, 2022, on the exercise of powers delegated to officers and employees under by-law R-2005-004, submitted to Council by the City Manager; and

THAT Council approve the City Manager's recommendations pertaining to movement of staff, dated November 8, 2022.

CARRIED UNANIMOUSLY

SD2022-700-1582

FINANCIAL ASSISTANCE GRANTED TO RESIDENTS

WHEREAS the City may grant financial assistance to young competitive athletes, to residents with reduced mobility who use the STM's paratransit, and to senior residents, who meet the requirements set by the City in its *Financial, material or technical assistance Policy* (POL-SLC-001); and

WHEREAS the submitted financial assistance requests have been assessed according to the evaluation grid forming an integral part of said Policy:

It is
moved by Councillor Brownstein
seconded by Councillor Assimakopoulos

THAT the Treasurer be authorized to give a grant to senior residents entered on the list covering the period of October 12, 2022, to November 7, 2022, provided that each of them meet the criteria established by the City; and

QUE cette aide financière soit imputée au budget de fonctionnement, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

THAT said financial assistance be charged to the operating budget, in accordance with the financial information entered in the decision file.

CARRIED UNANIMOUSLY

SD2022-300-1542

22 1108

AIDE FINANCIÈRE À L'INTENTION DES CINQ PISCINES EXTÉRIEURES PUBLIQUES

FINANCIAL ASSISTANCE TO FIVE PUBLIC OUTDOOR POOLS

ATTENDU QU'en vertu de sa *Politique d'aide financière, matérielle ou technique* (POL-SLC-001), la Ville peut octroyer une aide financière aux associations ainsi qu'aux organismes de bienfaisance et sans but lucratif qui rencontrent les critères d'admissibilité ;

WHEREAS the City may grant financial assistance to associations and to charitable and non-profit organizations that meet the requirements set by the City in its *Financial, material or technical assistance Policy* (POL-SLC-001);

ATTENDU QUE les cinq piscines extérieures publiques (Association de la Piscine Westminster, Association récréative Elm Park inc., Le Club de la piscine et des loisirs Glenmore inc., la piscine Fairview et la piscine Westpark), doivent faire face à des dépenses de fonctionnement imprévues ;

WHEREAS the five public outdoor pools (Association de la Piscine Westminster, Association récréative Elm Park inc., Le Club de la piscine et des loisirs Glenmore inc., la piscine Fairview et la piscine Westpark) must face unexpected operating expenditures;

ATTENDU QU'un montant global d'aide financière s'élevant à 126 000 \$, taxes incluses, a été présenté ; et

WHEREAS a total amount of \$126,000, taxes included, for financial assistance was presented; and

ATTENDU QUE ce montant sera réparti entre les cinq piscines extérieures selon leurs besoins respectifs :

WHEREAS this amount is to be divided among the five outdoor pools according to their respective needs:

Il est proposé par la Conseillère Assimakopoulos appuyé par le Conseiller Parent

It is moved by Councillor Assimakopoulos seconded by Councillor Parent

QUE le Conseil approuve le versement d'une aide financière de 126 000 \$, taxes incluses, à l'intention des cinq piscines extérieures publiques (Association de la Piscine Westminster, Association récréative Elm Park inc., Le Club de la piscine et des loisirs Glenmore inc., la piscine Fairview et la piscine Westpark) ;

THAT Council approve the payment of a financial assistance of \$126,000, taxes included, to the five public outdoor pools (Association de la Piscine Westminster, Association récréative Elm Park inc., Le Club de la piscine et des loisirs Glenmore inc., la piscine Fairview et la piscine Westpark);

QUE cette aide financière soit répartie entre les cinq piscines extérieures selon leurs besoins respectifs ; et

THAT this financial assistance be distributed among the five outdoor pools according to their respective needs; and

QUE cette aide financière soit imputée au surplus libre, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

22 1109

AUTORISATION DE PRÉSENTER UNE DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE ET DE SIGNATURE D'UN PROTOCOLE D'ENTENTE RELATIVEMENT À L'OCTROI D'UNE AIDE FINANCIÈRE DANS LE CADRE DU VOLET 2, INFRASTRUCTURES COLLECTIVES, DU « PROGRAMME NOUVEAU FONDS CHANTIERS CANADA-QUÉBEC - VOLET FONDS DES PETITES COLLECTIVITÉS (FPC) »

ATTENDU QUE la Ville de Dollard-des-Ormeaux désire soumettre une demande d'aide financière dans le cadre du Volet 2, infrastructures collectives du « Programme Nouveau Fonds Chantiers Canada-Québec - Volet Fonds des petites collectivités (FPC) » pour la réalisation d'un projet d'environ 4 000 000 \$ pour l'agrandissement, la rénovation et la mise aux normes d'équipement de sa bibliothèque publique située au 12001, boulevard De Salaberry ;

ATTENDU QUE la Ville a pris connaissance du « Guide sur le Programme Nouveau Fonds Chantiers Canada-Québec - Volet Fonds des petites collectivités (FPC) » et de ses annexes ;

ATTENDU QUE la Ville doit respecter les modalités dudit guide pour recevoir l'aide financière du gouvernement du Québec ; et

ATTENDU QUE, pour accorder l'aide financière pour les travaux admissibles approuvés, le Ministère désigné exige la signature d'un protocole d'entente établissant les modalités relatives à l'octroi d'une aide financière dans le cadre du Volet 2, Infrastructures collectives du « Programme Nouveau Fonds Chantiers Canada-Québec - Volet Fonds des petites collectivités (FPC) » :

Il est
proposé par le Conseiller Parent
appuyé par le Conseiller Johnson

THAT this financial assistance be charged to the accumulated surplus, in accordance with the financial information entered in the decision file.

CARRIED UNANIMOUSLY

SD2022-300-1576

AUTHORIZATION TO PRESENT A REQUEST FOR FINANCIAL ASSISTANCE AND TO SIGN AN AGREEMENT RELATING TO RECEIVING THE FINANCIAL ASSISTANCE WITHIN THE FRAMEWORK OF SECTION 2, COMMUNITY FACILITIES, OF THE "PROGRAMME NOUVEAU FONDS CHANTIERS CANADA-QUÉBEC - VOLET FONDS DES PETITES COLLECTIVITÉS (FPC)"

WHEREAS the City of Dollard-des-Ormeaux wishes to submit a request for financial assistance within the framework of Section 2, community facilities, of the "Programme Nouveau Fonds Chantiers Canada-Québec - Volet Fonds des petites collectivités (FPC)" for the realization of a project of approximately \$4,000,000 to extend, upgrade the equipment and renovate its public library located at 12001 De Salaberry Boulevard;

WHEREAS the City took cognizance of the "Guide sur le Programme Nouveau Fonds Chantiers Canada-Québec - Volet Fonds des petites collectivités (FPC)" and its schedules;

WHEREAS the City must comply with the terms and conditions of the said guide to receive the financial assistance from the Québec Government; and

WHEREAS in order to grant the financial assistance for the approved eligible works, the designated Ministry requires that an agreement be signed with the City underlying the terms and conditions relating to receiving the financial assistance within the framework of Section 2, Community Facilities, of the "Programme Nouveau Fonds Chantiers Canada-Québec - Volet Fonds des petites collectivités (FPC)":

It is
moved by Councillor Parent
seconded by Councillor Johnson

QUE la Ville s'engage à respecter les modalités du « Guide sur le Programme Nouveau Fonds Chantiers Canada-Québec – Volet Fonds des petites collectivités (FPC) » pour la réalisation de son projet d'environ 4 000 000 \$ pour l'agrandissement, la rénovation et la mise aux normes d'équipement de sa bibliothèque publique située au 12001, boulevard De Salaberry ;

QUE la Ville s'engage à payer sa part des coûts admissibles à même ses surplus libres et des coûts récurrents d'exploitation pour ledit projet admissibles ;

QUE le directeur du Service des sports, loisirs et culture ou le directeur général soit par la présente autorisé à signer, pour et au nom de la Ville, toute demande d'aide financière relative au « Programme Nouveau Fonds Chantiers Canada-Québec – Volet Fonds des petites collectivités (FPC) » ; et

QUE le maire soit par la présente autorisé à signer pour et au nom de la Ville, un protocole d'entente avec le Ministère désigné, établissant les modalités relatives à l'octroi d'une aide financière dans le cadre du Volet 2, Infrastructures collectives du « Programme Nouveau Fonds Chantiers Canada-Québec – Volet Fonds des petites collectivités (FPC) » et tout autre document requis à cette fin.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

22 1110

**AJUSTEMENTS SALARIAUX DES
EMPLOYÉS CADRES**

ATTENDU QUE les évaluations de rendement annuelles 2022 des employés cadres ont été complétées :

Il est
proposé par le Conseiller Johnson
appuyé par le Conseiller Guttman

QUE les augmentations salariales apparaissant au document préparé par le directeur général soient approuvées.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

THAT the City agree to respect the terms and conditions of the "Guide sur le Programme Nouveau Fonds Chantiers Canada-Québec – Volet Fonds des petites collectivités (FPC)" for the realization of its project of approximately \$4,000,000 to extend, upgrade the equipment and renovate its public library located at 12001 De Salaberry Boulevard;

THAT the City agree to pay its share of admissible costs from its surplus and of the recurring operating costs for its eligible project;

THAT the Director of the Sports, Recreation and Culture Department or the City Manager be hereby authorized to sign, for and on behalf of the City, any financial assistance request for the "Programme Nouveau Fonds Chantiers Canada-Québec – Volet Fonds des petites collectivités (FPC)"; and

THAT the Mayor be hereby authorized to sign for and on behalf of the City, an agreement with the designated Ministry, underlying the terms and conditions for providing financial assistance within the framework of Section 2, Community Facilities of the "Programme Nouveau Fonds Chantiers Canada-Québec – Volet Fonds des petites collectivités (FPC)", and any other document required to that effect.

CARRIED UNANIMOUSLY

SD2022-300-1583

**Management employees' salary
adjustments**

WHEREAS the 2022 annual performance appraisals of the management employees have been completed:

It is
moved by Councillor Johnson
seconded by Councillor Guttman

THAT the salary increases indicated in the document prepared by the City Manager be approved.

CARRIED UNANIMOUSLY

SD2022-700-1599

22 1111

AFFECTATION DES SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS À LA RÉDUCTION DU SOLDE DE L'EMPRUNT

ATTENDU QUE les deniers provenant des emprunts contractés en vertu des règlements R-2013-091, R-2016-107 et R-2016-119 excèdent les montants requis aux fins des règlements ;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 8 de la *Loi sur les dettes et les emprunts municipaux*, l'excédent provenant d'un emprunt municipal peut, par résolution du conseil, être affecté à la réduction du solde de l'emprunt ; et

ATTENDU QUE la Ville procédera au refinancement desdits emprunts le 21 novembre 2022 :

Il est proposé par le Conseiller Guttman appuyé par la Conseillère Toledano

QUE le Conseil autorise l'affectation de l'excédent des deniers provenant des emprunts contractés en vertu des règlements d'emprunt numéros R-2013-091, R-2016-107 et R-2016-119 à la réduction de leur dette respective lors de l'émission d'obligations numéro 135 prévue pour le 21 novembre 2022 comme suit :

RÈGLEMENT / <i>By-law</i>	Montant / <i>Amount</i>
R-2013-091	3 500 \$
R-2016-107	2 689 \$
R-2016-119	21 580 \$

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

22 1112

RÉSOLUTION DE CONCORDANCE ET DE COURTE ÉCHÉANCE – ÉMISSION D'OBLIGATIONS NUMÉRO 135 – 6 601 000 \$

ATTENDU QUE la Ville entend émettre le 21 novembre 2022, une série d'obligations, soit une obligation par échéance, pour une somme totale de 6 601 000 \$, en vertu des règlements d'emprunt suivants et pour les montants indiqués en regard de chacun d'eux :

ALLOCATION OF THE FREE CREDIT BALANCES TO CLOSED LOAN BY-LAWS TO REDUCE THE BALANCE OF THE LOAN

WHEREAS the moneys accrued from the loans taken under the by-laws R-2013-091, R-2016-107 and R-2016-119 exceed the amounts required for the purposes of the by-laws;

WHEREAS under Section 8 of the *Act respecting municipal debts and loans*, the excess of moneys realized from municipal loans may be applied, by Council resolution, to the reduction of the balance of the loan; and

WHEREAS the City will proceed with the refinancing of the said loans, on November 21, 2022:

It is moved by Councillor Guttman seconded by Councillor Toledano

THAT Council authorize the allocation of the excess of moneys realized from municipal loans for by-laws number R-2013-091, R-2016-107 and R-2016-119, to reduce their respective debt with the Bond issue number 135, on November 21, 2022, as follows:

CARRIED UNANIMOUSLY

SD2022-300-1566

CONCORDANCE AND SHORT TERM RESOLUTION – BOND ISSUE NUMBER 135 - \$6,601,000

WHEREAS the City shall issue, on November 21, 2022, a series of bonds, with one bond per maturity, for a total amount of \$6,601,000, by virtue of the following loan by-laws and for the amounts indicated opposite each of them:

Règlement n° <i>By-law no.</i>	Au montant de <i>In the amount of</i>
R-2005-012	11 500 \$
R-2011-063	262 200 \$
R-2011-069	191 200 \$
R-2011-071	117 700 \$
R-2011-073	114 700 \$
R-2011-073	603 700 \$
R-2014-092	206 900 \$
R-2015-100	958 000 \$
R-2015-100	64 700 \$
R-2015-101	34 400 \$
R-2016-104	662 000 \$
R-2016-107	7 211 \$
R-2016-110	198 600 \$
R-2016-115	114 700 \$
R-2016-119	167 420 \$
R-2019-148	1 690 600 \$
R-2020-153	306 700 \$
R-2022-162	433 200 \$
R-2022-163	455 569 \$

ATTENDU QUE pour les fins de ladite émission, il est nécessaire de modifier les règlements en vertu desquels ces obligations sont émises ;

ATTENDU QUE conformément au 1^{er} alinéa de l'article 2 de la *Loi sur les dettes et emprunts municipaux* (RLRQ, chapitre D-7), pour les fins de cette émission d'obligations et pour les règlements d'emprunt numéros R-2011-073, R-2019-148, R-2020-153, R-2022-162 et R-2022-163, la Ville souhaite émettre pour un terme plus court que celui originellement fixé à ces règlements ;

ATTENDU QUE la Ville avait le 15 novembre 2022, un emprunt au montant de 3 139 000 \$, sur un emprunt original de 11 400 000 \$, concernant le financement des règlements d'emprunts numéros R-2005-012, R-2011-063, R-2011-069, R-2011-071, R-2011-073, R-2014-092, R-2015-100, R-2015-101, R-2016-104, R-2016-107, R-2016-110, R-2016-115 et R-2016-119 ;

ATTENDU QUE, en date du 15 novembre 2022, cet emprunt n'a pas été renouvelé ;

ATTENDU QUE l'émission d'obligations qui sera réalisée le 21 novembre 2022 inclut les montants requis pour ce refinancement ;
et

WHEREAS for the purpose of the said issue, it is necessary to amend the by-laws by virtue of which these bonds are being issued;

WHEREAS in accordance with the 1st paragraph of Section 2 of the *Act Respecting Municipal Debts and Loans* (CQLR, chapter D-7), for the purposes of the bond issue and for loan by-laws number R-2011-073, R-2019-148, R-2020-153, R-2022-162 and R-2022-163, the City wishes to issue for a shorter term than the term originally fixed for said by-laws;

WHEREAS the City had on November 15, 2022, a loan in the amount of \$3,139,000, out of an original loan of \$11,400,000, pertaining to financing the loan by-laws numbers R-2005-012, R-2011-063, R-2011-069, R-2011-071, R-2011-073, R-2014-092, R-2015-100, R-2015-101, R-2016-104, R-2016-107, R-2016-110, R-2016-115 and R-2016-119;

WHEREAS, as of November 15, 2022, this loan has not been renewed;

WHEREAS the bond issue that will be carried out on November 21, 2022 includes the amounts required for this refinancing;
and

ATTENDU QUE conformément au 2^e alinéa de l'article 2 précité, il y a lieu de prolonger l'échéance des règlements d'emprunt numéros R-2005-012, R-2011-063, R-2011-069, R-2011-071, R-2011-073, R-2014-092, R-2015-100, R-2015-101, R-2016-104, R-2016-107, R-2016-110, R-2016-115 et R-2016-119 :

Il est
proposé par la Conseillère Toledano
appuyé par le Conseiller Vesely

QUE chaque règlement d'emprunt indiqué au 1^{er} alinéa ci-dessus soit financé par obligations, conformément à ce qui est stipulé ci-après ;

QUE les obligations, soit une obligation par échéance, soient datées du 21 novembre 2022 ;

QUE les intérêts soient payables semi-annuellement les 21 mai et 21 novembre de chaque année ;

QUE les obligations ne soient pas rachetables par anticipation ; toutefois, elles pourront être rachetées avec le consentement des détenteurs, conformément à la *Loi sur les dettes et les emprunts municipaux* (RLRQ, chapitre D-7, article 17) ;

QUE les obligations soient immatriculées au nom de **Services de dépôt et de compensation CDS inc. (CDS)** et soient déposées auprès de ceux-ci ;

QUE CDS agisse au nom de ses adhérents comme agent d'inscription en compte, agent détenteur de l'obligation et agent payeur responsable des transactions à effectuer à l'égard de ses adhérents ;

QU'afin d'effectuer les paiements aux adhérents par des transferts électroniques de fonds, CDS soit autorisée à faire des prélèvements directs, pour le paiement du capital et des intérêts, dans le compte de l'institution financière : Banque de Montréal (succursale principale), située au 119, rue Saint-Jacques, Montréal, QC ;

QUE les obligations soient signées par le maire et le trésorier. La Ville de Dollard-des-Ormeaux, tel que permis par la Loi, a mandaté CDS d'agir en tant qu'agent financier authenticateur et les obligations entreront en vigueur uniquement lorsqu'elles auront été authentifiées ;

WHEREAS in accordance with the 2nd paragraph of the aforementioned Section 2, it is necessary to extend the term of the loan by-laws number R-2005-012, R-2011-063, R-2011-069, R-2011-071, R-2011-073, R-2014-092, R-2015-100, R-2015-101, R-2016-104, R-2016-107, R-2016-110, R-2016-115 and R-2016-119:

It is
moved by Councillor Toledano
seconded by Councillor Vesely

THAT each of the loan by-laws indicated in the 1st paragraph above be financed by bonds, in conformity with what is stipulated hereafter:

THAT the bonds, being one bond per maturity, shall be dated November 21, 2022;

THAT the interests be payable semi-annually on May 21 and November 21 of each year;

THAT the said bonds not be redeemable by anticipation; however, they may be redeemable with the consent of the holders, in conformity with the *Act Respecting Municipal Debts and Loans* (CQLR, chapter D-7, Section 17);

THAT the bonds shall be registered in the name of **Clearing and Depository Services Inc. (CDS)** and be deposited with them;

THAT CDS act on behalf of its adherents as Registration Agent, Bond Holder Agent and Payment Agent responsible for the transactions to be made towards its adherents;

THAT in order to make payments to the adherents by electronic fund transfers, CDS be authorized to make automatic deductions, for the payment of principal and interests in the bank account of the following financial institution: Bank of Montreal (main branch), located at 119, Saint-Jacques Street, Montreal, QC;

THAT the bonds be signed by the Mayor and the Treasurer. The City of Dollard-des-Ormeaux, in accordance with the Law, has mandated CDS to act as Authenticator Financial Agent and the bonds will be in force only upon their authentication;

QUE en ce qui concerne les amortissements annuels de capital prévus pour les années 2028 et suivantes, le terme prévu dans les règlements d'emprunt numéros R-2011-073, R-2019-148, R-2020-153, R-2022-162 et R-2022-163 soit plus court que celui originellement fixé, c'est-à-dire pour un terme de **cinq (5) ans** (à compter du 21 novembre 2022), au lieu du terme prescrit pour lesdits amortissements, chaque émission subséquente devant être pour le solde ou partie du solde dû sur l'emprunt ; et

QUE, compte tenu de l'emprunt par obligations du 21 novembre 2022, le terme originel des règlements d'emprunts numéros R-2005-012, R-2011-063, R-2011-069, R-2011-071, R-2011-073, R-2014-092, R-2015-100, R-2015-101, R-2016-104, R-2016-107, R-2016-110, R-2016-115 et R-2016-119 soit prolongé de 6 jours.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

22 1113

ADJUDICATION DE L'ÉMISSION D'OBLIGATIONS NUMÉRO 135

ATTENDU QUE la Ville entend émettre une série d'obligations, soit une obligation par échéance, en vertu des règlements d'emprunt numéros R-2005-012, R-2011-063, R-2011-069, R-2011-071, R-2011-073, R-2014-092, R-2015-100, R-2015-101, R-2016-104, R-2016-107, R-2016-110, R-2016-115, R-2016-119, R-2019-148, R-2020-153, R-2022-162 et R-2022-163 ;

ATTENDU QUE la Ville a demandé, à cet égard, par l'entremise du système électronique « Service d'adjudication et de publication des résultats de titres d'emprunt émis aux fins du financement municipal », des soumissions pour la vente d'une émission d'obligations de 6 601 000 \$, datée du 21 novembre 2022 ;

ATTENDU QU'à la suite de cette demande, la Ville a reçu, le 8 novembre 2022, les soumissions détaillées ci-dessous :

THAT with regard to the annual amortization of principal provided for the years 2028 and following, the term prescribed for loan by-laws number R-2011-073, R-2019-148, R-2020-153, R-2022-162 and R-2022-163 be shorter than the term originally fixed, that is for a **five (5) year** term (as of November 21, 2022) instead of the term prescribed for the said by-laws, each subsequent issue having to be for the respective balance or part of balance due on the loan; and

THAT, given the bond loan of November 21, 2022, the original term of loan by-laws numbers R-2005-012, R-2011-063, R-2011-069, R-2011-071, R-2011-073, R-2014-092, R-2015-100, R-2015-101, R-2016-104, R-2016-107, R-2016-110, R-2016-115 and R-2016-119 be extended by 6 days.

CARRIED UNANIMOUSLY

SD2022-300-1567

AWARDING OF THE BOND ISSUE NUMBER 135

WHEREAS the City means to issue a series of bonds, with one bond per maturity, by virtue of the loan by-laws number R-2005-012, R-2011-063, R-2011-069, R-2011-071, R-2011-073, R-2014-092, R-2015-100, R-2015-101, R-2016-104, R-2016-107, R-2016-110, R-2016-115, R-2016-119, R-2019-148, R-2020-153, R-2022-162 and R-2022-163;

WHEREAS the City requested, to this effect and through the electronic system "Service d'adjudication et de publication des résultats de titres d'emprunts émis aux fins du financement municipal", tenders for the sale of a bond issue in the amount of \$6,601,000, dated November 21, 2022;

WHEREAS following this request, the City received, on November 8, 2022, the tenders detailed below:

NOM DU SOUMISSIONNAIRE	Prix offert	Montant (\$)	Taux (%)	Échéance	Coût reel (%)
BMO NESBITT BURNS INC.	99,04600	684 000 \$	5,00 %	21-11-2023	5,20606 %
		716 000 \$	5,00 %	21-11-2024	
		750 000 \$	5,00 %	21-11-2025	
		786 000 \$	5,00 %	21-11-2026	
		3 665 000 \$	4,90 %	21-11-2027	
VALEURS MOBILIÈRES BANQUE LAURENTIENNE INC.	98,85097	684 000 \$	4,90 %	21-11-2023	5,23259 %
		716 000 \$	4,90 %	21-11-2024	
		750 000 \$	4,90 %	21-11-2025	
		786 000 \$	4,90 %	21-11-2026	
		3 665 000 \$	4,90 %	21-11-2027	
VALEURS MOBILIÈRES DESJARDINS INC.	98,90100	684 000 \$	5,10 %	21-11-2023	5,31388 %
		716 000 \$	5,05 %	21-11-2024	
		750 000 \$	4,95 %	21-11-2025	
		786 000 \$	4,95 %	21-11-2026	
		3 665 000 \$	5,00 %	21-11-2027	
FINANCIÈRE BANQUE NATIONALE INC.	98,27400	684 000 \$	4,90 %	21-11-2023	5,31708 %
		716 000 \$	4,85 %	21-11-2024	
		750 000 \$	4,85 %	21-11-2025	
		786 000 \$	4,85 %	21-11-2026	
		3 665 000 \$	4,80 %	21-11-2027	
CASGRAIN & COMPAGNIE LIMITÉE	98,66640	684 000 \$	4,90 %	21-11-2023	5,35701 %
		716 000 \$	4,90 %	21-11-2024	
		750 000 \$	4,90 %	21-11-2025	
		786 000 \$	4,90 %	21-11-2026	
		3 665 000 \$	5,00 %	21-11-2027	

ATTENDU QUE l'offre de **BMO NESBITT BURNS INC.** s'avère la plus avantageuse pour la Ville :

Il est
proposé par le Conseiller Vesely
appuyé par la Conseillère Assouline

QUE l'émission d'obligations de la Ville de Dollard-des-Ormeaux, totalisant 6 601 000 \$, soit adjugée à la firme BMO NESBITT BURNS INC. ;

QUE demande soit faite à cette dernière de mandater *Services de dépôt et de compensation CDS inc. (CDS)* pour l'inscription en compte de cette émission ;

QUE le maire et le trésorier soient autorisés à signer les obligations couvertes par cette émission, soit une obligation par échéance ;

QUE considérant que CDS agira à titre d'agent d'inscription en compte, d'agent détenteur de l'obligation, d'agent payeur responsable des transactions à effectuer à l'égard de ses adhérents, le Conseil autorise CDS à agir comme agent financier authentificateur, tel que décrit dans le protocole d'entente signé entre le ministre des Affaires municipales du Québec et CDS ; et

QUE considérant que CDS procédera au transfert de fonds conformément aux exigences légales de l'obligation, le Conseil autorise le trésorier à signer le document requis par le système bancaire canadien

WHEREAS the offer of **BMO NESBITT BURNS INC.** is the most interesting for the City:

It is
moved by Councillor Vesely
seconded by Councillor Assouline

THAT the bond issue of the City of Dollard-des-Ormeaux, for a total of \$6,601,000, be awarded to the firm BMO NESBITT BURNS INC.;

THAT request be made to the said firm to mandate *CDS Clearing and Depository Services Inc. (CDS)* for the registration in an account of this bond issue;

THAT the Mayor and the Treasurer be authorized to sign the bonds covered by this issue, namely a bond per maturity;

THAT since CDS will act as account Registration Agent, Bonds Holder Agent, Payment Agent responsible for the transactions to be made for its adherents the Council authorize CDS to act as authenticate financial agent, as described in the agreement signed between the Minister of Quebec Municipal Affairs and CDS; and

THAT since CDS will proceed with the transfer of funds in accordance with the bond legal requirements, the Council authorize the Treasurer to sign the document required by the Canadian

intitulé « Autorisation pour plan de débits préautorisés destiné aux entreprise ».

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

22 1114

ANNULATION ET CHANGEMENT D'AFFECTATION D'UNE PARTIE DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ

ATTENDU QU'en 2022, le Conseil a affecté la somme de 4 500 000 \$ de l'excédent de fonctionnement non affecté (résolution 22 0818) ;

ATTENDU QUE la Ville a utilisé une partie de son surplus libre pour couvrir le dépassement de certains postes budgétés pour l'année 2022 suite à une forte pression inflationniste sur le coût des biens et services ;

ATTENDU QUE la Ville vise à maintenir son excédent de fonctionnement non affecté à un niveau minimalement acceptable pour faire face à des situations de plus en plus imprévisibles ;

ATTENDU QUE le service des Travaux publics fait face à différentes situations impondérables en plus du déneigement et déglacage ; et

ATTENDU QUE la Ville a affecté une somme de 500 000 \$ en 2019 (résolution 19 0912) pour des dépenses impondérables de déneigement et déglacage;

Il est proposé par la Conseillère Assouline appuyé par le Conseiller Brownstein

QUE le Conseil annule l'affectation de l'excédent de fonctionnement non-affecté "Dépenses excédentaires de déneigement et déglacage", au montant de 500 000 \$ (résolution 22 0818) ; et

QUE le Conseil change la description de l'affectation de 500 000 \$ (résolution 19 0912) nommée "Dépenses impondérables de déneigement et déglacage" pour "Dépenses impondérables du service des Travaux Publics".

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

banking system entitled "Authorization for business pre-authorized debit plan".

CARRIED UNANIMOUSLY

SD2022-300-1568

REMOVAL AND MODIFICATION OF APPROPRIATION FOR A PORTION OF ACCUMULATED ALLOCATED SURPLUS

WHEREAS in 2022, the Council appropriated a sum of \$4,500,000 of the accumulated non-allocated surplus (resolution 22 0818);

WHEREAS the City used part of its accumulated surplus to cover the overrun of certain budgeted items for the year 2022 following strong inflationary pressure on the cost of goods and services;

WHEREAS the City wants to maintain the accumulated non-allocated surplus at an acceptable level, to cover increasingly unpredictable situations;

WHEREAS the Public Works department faces various imponderable situations in addition to snow and ice removal; and

WHEREAS the City appropriated in 2019 an amount of \$500,000 (resolution 19 0912) to unexpected expenses for snow-removal and de-icing operations;

It is moved by Councillor Assouline seconded by Councillor Brownstein

THAT the Council cancels the appropriation of the accumulated non-allocated surplus "Excess expenses for snow-removal and de-icing operations", of an amount of \$500,000 (resolution 22 0818); and

THAT the Council change the description of the allocation of \$500,000 (resolution 19 0912) named "Unexpected expenses for snow-removal and de-icing operations" for "Unexpected expenses for the Public Works department".

CARRIED UNANIMOUSLY

SD2022-300-1569

22 1115

**ÉTABLISSEMENT DU CALENDRIER DES
SÉANCES ORDINAIRES DU CONSEIL
MUNICIPAL POUR L'ANNÉE 2023**

ATTENDU QUE le Conseil doit tenir au moins une séance ordinaire par mois et établir le calendrier de ses séances ordinaires avant le début de l'année civile, conformément à l'article 319 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) ; et

ATTENDU que la greffière doit donner un avis public du calendrier des séances, conformément à l'article 320 de la *Loi sur les cités et villes* :

Il est
proposé par le Conseiller Brownstein
appuyé par la Conseillère Assimakopoulos

QUE le calendrier 2023 des séances ordinaires du Conseil soit établi comme suit :

Le mardi	17 janvier	/	<i>Tuesday, January 17</i>
Le lundi	13 février	/	<i>Monday, February 13</i>
Le mardi	14 mars	/	<i>Tuesday, March 14</i>
Le mardi	4 avril	/	<i>Tuesday, April 4</i>
Le mardi	9 mai	/	<i>Tuesday, May 9</i>
Le mardi	13 juin	/	<i>Tuesday, June 13</i>
Le mardi	4 juillet	/	<i>Tuesday, July 4</i>
Le mardi	22 août	/	<i>Tuesday, August 22</i>
Le mardi	12 septembre	/	<i>Tuesday, September 12</i>
Le mardi	10 octobre	/	<i>Tuesday, October 10</i>
Le mardi	14 novembre	/	<i>Tuesday, November 14</i>
Le mardi	12 décembre	/	<i>Tuesday, December 12</i>

QUE les séances se tiennent dans la Salle du conseil, à l'hôtel de ville, 12001, boulevard De Salaberry, à 19 h 30.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

22 1116

**NOMINATIONS - COMITÉ DE
CIRCULATION**

ATTENDU QUE le 4 juillet 2006, le Conseil a créé le comité de circulation par sa résolution 06 0722, subséquemment modifiée par sa résolution 20 1115 ;

ATTENDU QUE le mandat des membres se termine le 31 décembre 2022 ; et

**ESTABLISHMENT OF THE MUNICIPAL
COUNCIL'S REGULAR MEETINGS
SCHEDULE FOR THE YEAR 2023**

WHEREAS in accordance with Section 319 of the *Cities and Towns Act* (CQLR, Chapter C-19), Council must hold a regular meeting at least once a month and establish the schedule of its regular meetings before the beginning of the calendar year; and

WHEREAS in accordance with Section 320 of the *Cities and Towns Act*, the City Clerk must give public notice of the meetings schedule:

It is
moved by Councillor Brownstein
seconded by Councillor Assimakopoulos

THAT the schedule for the 2023 regular meetings of the Council be established as follows:

THAT the meetings be held in the Council Room at City Hall, 12001 De Salaberry Boulevard, at 7:30 p.m.

CARRIED UNANIMOUSLY

SD2022-200-1577

APPOINTMENTS - TRAFFIC COMMITTEE

WHEREAS Council created a Traffic Committee on July 4, 2006, with its resolution 06 0722 and subsequently amended with resolution 20 1115;

WHEREAS the members' term of office ends on December 31, 2022; and

ATTENDU QUE le mandat des membres doit être renouvelé :

WHEREAS the mandate of the members must be renewed:

Il est proposé par la Conseillère Assimakopoulos appuyé par le Conseiller Parent

It is moved by Councillor Assimakopoulos seconded by Councillor Parent

QUE le Conseil nomme les résidents suivants à titre de membres du comité de circulation pour la période mentionnée ci-dessous ; et

THAT Council designate the following residents to form the Traffic Committee for the period mentioned below; and

QUE chaque membre résident soit rémunéré pour sa participation à chaque réunion, comme suit :

THAT each resident member be remunerated for his/her attendance at each meeting as follows:

TITRE / TITLE	NOM / NAME	PÉRIODE / PERIOD
Membres résidents / Resident members:	Mme Deborah Ancel M. Paul D. Aitken M. Eyal Baruch	2023-01-01 à/to 2026-03-31
MEMBRE / MEMBER	\$ / RÉUNION / \$ / MEETING	MAXIMUM ANNUEL / MAXIMUM ANNUALLY
Membres résidents / Resident members:	100 \$	1 200 \$

QU'une somme supplémentaire de 25 \$ par réunion soit payée pour couvrir les frais de déplacement ; et

THAT an additional amount of \$25 per meeting be paid to cover the travel expenses; and

QUE cette dépense, moins les ristournes applicables, soit imputée au budget de fonctionnement, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

THAT this expense, less applicable tax rebates, be charged to the operating budget, in accordance with the financial information entered in the decision file.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

CARRIED UNANIMOUSLY

SD2022-400-1553

22 1117

**NOMINATION DU REPRÉSENTANT DE
LA VILLE AU CONSEIL
D'AGGLOMÉRATION**

**APPOINTMENT OF THE CITY'S
REPRESENTATIVE AT THE URBAN
AGGLOMERATION COUNCIL**

ATTENDU QUE le maire peut, en vertu de l'article 5 du décret no 1229-2005 concernant l'agglomération de Montréal, adopté le 8 décembre 2005, désigner un Conseiller qui représentera également la Ville lors des séances du conseil d'agglomération :

WHEREAS the Mayor may, in accordance with Section 5 of Decree No. 1229-2005 concerning the Montreal Urban Agglomeration, adopted on December 8, 2005, appoint a Councillor who will also represent the City at the Urban Agglomeration Council meetings:

Il est proposé par le Conseiller Parent appuyé par le Conseiller Johnson

It is moved by Councillor Parent seconded by Councillor Johnson

QUE la Conseillère Valérie Assouline soit désignée comme représentante de la Ville au Conseil d'agglomération pour la période du 1^{er} décembre 2022 au 30 mai 2023.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

THAT Councillor Valérie Assouline be appointed to act as the City's representative at the Urban Agglomeration Council from December 1, 2022, to May 30, 2023.

CARRIED UNANIMOUSLY

SD2022-200-1578

22 1118

NOMINATIONS – COMITÉ DE DÉMOLITION

ATTENDU QUE le Conseil a adopté le règlement R-2013-088 visant à régir la démolition des immeubles sur son territoire ;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 148.0.3 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*, le Conseil doit former un comité ayant pour fonction d'autoriser les demandes de démolition et d'exercer tout autre pouvoir que lui confère la Loi ;

ATTENDU QUE le comité doit être formé de trois (3) membres du conseil désignés pour une période d'un an et dont le terme du mandat est renouvelable ;

ATTENDU QUE le Conseil peut nommer un membre suppléant qui peut siéger en cas d'incapacité d'agir ou d'absence d'un des membres ; et

ATTENDU QUE les membres seront nommés pour la période du 23 décembre 2022 au 22 décembre 2023 :

Il est
proposé par le Conseiller Johnson
appuyé par le Conseiller Guttman

QUE le Conseil nomme les conseillers Laurence Parent, Anastasia Assimakopoulos et Morris Vesely pour former le comité de démolition, pour la période du 23 décembre 2022 au 22 décembre 2023 ; et

QUE le Conseil nomme le maire Alex Bottausci comme membre suppléant du comité de démolition afin que celui-ci puisse siéger en cas d'incapacité d'agir ou d'absence d'un des membres.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

APPOINTMENTS – DEMOLITION COMMITTEE

WHEREAS Council adopted by-law R-2013-088 to oversee the demolition of immovables on its territory;

WHEREAS under Section 148.0.3 of the *Act Respecting Land Use Planning and Development*, Council must establish a committee to authorize applications for demolition and to exercise any other power conferred on it by law;

WHEREAS the committee shall be composed of three (3) Council members appointed for a one year period and their term in office is renewable;

WHEREAS Council may appoint a substitute member in the case of inability to act or due to the absence of one of its members; and

WHEREAS the members will be appointed for the period of December 23, 2022, to December 22, 2023:

It is
moved by Councillor Johnson
seconded by Councillor Guttman

THAT Council appoint Councillors Laurence Parent, Anastasia Assimakopoulos and Morris Vesely to form the Demolition Committee, for the period from December 23, 2022 to December 22, 2023; and

THAT Council appoint Mayor Alex Bottausci as the substitute member of the Demolition Committee in order that he sit in case of inability to act or due to the absence of one of its members.

CARRIED UNANIMOUSLY

SD2022-400-1581

22 1119

ADOPTION DU DEUXIÈME PROJET DE LA RÉOLUTION PP-022 RELATIVE À UNE DEMANDE D'AUTORISATION EN VERTU DES DISPOSITIONS DU RÈGLEMENT R-2013-085 SUR LES PROJETS PARTICULIERS DE CONSTRUCTION, DE MODIFICATION OU D'OCCUPATION D'UN IMMEUBLE (PPCMOI) - 3612 ET 3614, BOULEVARD SAINT-JEAN, LOTS 1 459 431 ET 1 459 433 (ZONE C-1c)

ATTENDU QU'en vertu des dispositions du *Règlement R-2013-085 sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI)*, une demande d'autorisation a été déposée par le Groupe BC2, à titre de mandataire de 7540507 Canada inc. visant à permettre la construction d'un immeuble à appartements de neuf étages sur les lots 1 459 431 et 1 459 433 situés au 3612 et 3614, boulevard Saint-Jean, comme indiqué aux plans suivants :

- Plans « 3612-3614, boulevard Saint-Jean, Dollard des Ormeaux, Présentation octobre 2022 », pages 1 à 65, préparés par BC2 et Provencher Roy, reçus le 7 novembre 2022 ; et
- Plan d'implantation « Plan projet d'implantation, plan I 50636, dossier 2020-12-07, minute 11681 », préparé le 20 octobre 2022 par Jean-Louis Chénard, arpenteur-géomètre, et reçu le 20 octobre 2022.

ATTENDU QUE le projet déroge à diverses dispositions du *Règlement 82-704 concernant le zonage de la Ville de Dollard-des-Ormeaux* relatives à l'usage, au nombre d'étages, à la superficie de terrain par logement, à l'occupation de l'emplacement, au coefficient d'occupation du sol, aux retraits minimaux, à l'empiètement de saillies, aux retraits des aires de stationnement, au nombre de cases de stationnement, à l'emplacement de l'allée de stationnement, à la superficie de l'aire d'agrément et à la superficie du terrain de jeux ;

ATTENDU QUE le projet respecte les objectifs du Plan d'urbanisme ;

ATTENDU la recommandation favorable du Comité consultatif d'urbanisme, telle que

APPROVAL OF THE SECOND DRAFT OF RESOLUTION PP-022 RELATING TO AN AUTHORIZATION REQUEST UNDER THE PROVISIONS OF BY-LAW R-2013-085 CONCERNING SPECIFIC CONSTRUCTION, ALTERATION OR OCCUPANCY PROPOSALS FOR AN IMMOVABLE (SCAOPI) - 3612 AND 3614, SAINT-JEAN BOULEVARD, LOTS 1 459 431 AND 1 459 433 (ZONE C-1c)

WHEREAS under the provisions of *By-law R-2013-085 concerning specific construction, alteration or occupancy proposals for an immovable (SCAOPI)*, an authorization request was submitted by Groupe BC2, as mandated by 7540507 Canada Inc. in order to allow the construction of a nine-storey apartment building on lots 1 459 431 and 1 459 433 located at 3612 and 3614 Saint-Jean Boulevard, as per the following plans:

- Plans "3612-3614, boulevard Saint-Jean, Dollard des Ormeaux, Présentation October 2022", pages 1 to 65, prepared by BC2 and Provencher Roy, received on November 7, 2022; and
- Site plan "Plan projet d'implantation, plan I 50636, dossier 2020-12-07, minute 11681", prepared on October 20, 2022 by Jean-Louis Chénard, Land Surveyor, and received on October 20, 2022.

WHEREAS the project contravenes various provisions of *By-law 82-704 concerning the zoning of Ville de Dollard-des-Ormeaux* concerning the use, the number of storeys, the site area per dwelling, the site coverage, the floor space index, the minimum setbacks, the encroachment of projections, the setbacks of parking areas, the number of parking spaces, the location of a parking aisle, the amenity and the playground area;

WHEREAS the project respects the Planning Program objectives;

WHEREAS the favorable recommendation of the Planning Advisory Committee, as

consignée au procès-verbal de sa réunion du 27 septembre 2021 et approuvée par le Conseil municipal le 5 octobre 2021 ;

recorded in the minutes of its meeting held on September 27, 2021, and ratified by City Council on October 5, 2021;

ATTENDU QU'avant de débiter le processus de PPCMOI, le Comité consultatif d'urbanisme (CCU) a recommandé qu'une séance d'information soit préparée par le promoteur et présentée aux résidents de la Ville pour les informer du projet, telle que consignée au procès-verbal de la réunion du CCU du 28 mars 2022 ;

WHEREAS the Planning Advisory Committee (PAC) recommended that prior to commencing the SCAOPI process, a public information session be prepared by the promoter and presented to the residents of the City to inform them of the project, as recorded in the minutes of the PAC meeting held on March 28, 2022;

ATTENDU QU'une séance d'information de trois jours a été tenue par le promoteur les 19, 21 et 22 septembre 2022 avec des représentants de la Ville agissant en tant qu'observateurs ; et

WHEREAS a three-day public information session was held by the promoter on September 19, 21 and 22, 2022, with City representatives acting as observers; and

ATTENDU la recommandation favorable du Comité consultatif d'urbanisme, telle que consignée au procès-verbal de sa réunion du 28 septembre 2022 et approuvée par le Conseil municipal le 12 octobre 2022 ;

WHEREAS the favorable recommendation of the Planning Advisory Committee, as recorded in the minutes of its meeting held on September 28, 2022, and ratified by City Council on October 12, 2022:

ATTENDU l'adoption du premier projet de résolution par le Conseil municipal le 12 octobre 2022 ;

WHEREAS the adoption of the first draft resolution by City Council on October 12, 2022;

ATTENDU QUE le projet a été soumis à une assemblée publique de consultation le 8 novembre 2022 à 18 h 45 et est susceptible d'approbation référendaire :

WHEREAS the project was submitted to a public consultation meeting held on November 8, 2022, at 6:45 p.m., and is subject to approval by way of referendum:

Il est
proposé par le Conseiller Guttman
appuyé par la Conseillère Toledano

It is
moved by Councillor Guttman
seconded by Councillor Toledano

D'autoriser le projet particulier de construction de l'immeuble situé sur les lots 1 459 431 et 1 459 433 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, afin que l'immeuble situé au 3612-3614, boulevard Saint-Jean, puisse déroger à la réglementation d'urbanisme applicable dans la zone commerciale C-1c ;

TO authorize the specific construction project for the immovable located on lots 1 459 431 et 1 459 433 of the Quebec cadastre, Montreal registration division, in order for the immovable located at 3612-3614, Saint-Jean Boulevard to be at variance with the Urban Planning by-laws applicable within commercial zone C-1c;

DE fixer, pour ce projet, les normes suivantes, dont certaines sont dérogatoires au *Règlement 82-704 concernant le zonage de la Ville de Dollard-des-Ormeaux* :

TO set, for this project, the following standards some of which are non-conforming to *By-law 82-704 concerning the zoning of Ville de Dollard-des-Ormeaux*:

1. Autoriser l'usage « Immeuble à appartements », alors que cet usage est prohibé ;
2. Une hauteur de bâtiment de 9 étages, alors que la hauteur maximale sur le boulevard Saint-Jean est de 8 étages ;

- (1) To allow an "Apartment building", whereas this use is not permitted;
- (2) A building height of 9 storeys, whereas the maximum height on Saint-Jean Boulevard is 8 storeys;

- | | |
|--|---|
| <p>3. Un emplacement d'une superficie minimale de 9 150,6 m² (98 496,24 pi²), alors que la superficie minimale requise pour 272 logements est de 18 950,24 m² (203 978,69 pi²) ;</p> | <p>(3) A site area of 9,150.6 m² (98,496.24 ft²), whereas the minimum required area for 272 dwelling units is 18,950.24 m² (203,978.69 ft²);</p> |
| <p>4. Une occupation maximale de l'emplacement de 39 %, alors qu'aucune disposition n'est prévue pour un bâtiment de 9 étages ;</p> | <p>(4) A maximum site coverage of 39%, whereas there is no provision stipulated for a 9-storey building;</p> |
| <p>5. Un coefficient d'occupation du sol maximum de 2,64, alors qu'aucune disposition n'est prévue pour un bâtiment de 9 étages ;</p> | <p>(5) A maximum floor space index of 2.64, whereas there is no provision stipulated for a 9-storey building;</p> |
| <p>6. Un retrait avant de 15,35 m (50,36 pi) donnant sur le boulevard Saint-Jean, alors qu'un retrait avant minimum de 29,86 m (97,97 pi) est requis pour un bâtiment de plus de 60,96 m (200 pi) de largeur ;</p> | <p>(6) A front setback of 15.35 m (50.36 ft) giving onto Saint-Jean Boulevard, whereas a minimum front setback of 29.86 m (97.97 ft) is required for a building of more than 60.96 m (200 ft) in length;</p> |
| <p>6.1 Un retrait avant de 14,85 m (48,72 pi) donnant sur le boulevard Saint-Jean pour les parties de bâtiment en porte-à-faux, alors qu'un retrait avant minimum de 29,86 m (97,97 pi) est requis pour un bâtiment de plus de 60,96 m (200 pi) de largeur ;</p> | <p>(6.1) A front setback of 14.85 m (48.72 ft) giving onto Saint-Jean Boulevard for the cantilevered parts of the building, whereas a minimum front setback of 29.86 m (97.97 ft) is required for a building of more than 60.96 m (200 ft) in length;</p> |
| <p>7. Un retrait avant de 8,55 m (28,05 pi) donnant sur la rue Morningside, alors qu'aucune disposition n'est prévue pour un bâtiment de 9 étages ;</p> | <p>(7) A front setback of 8.55 m (28.05 ft) giving onto Morningside Street, whereas there is no provision stipulated for a 9-storey building;</p> |
| <p>8. Un retrait latéral gauche (sud) de 10,23 m (33,56 pi), alors qu'aucune disposition n'est prévue pour un bâtiment de 9 étages ;</p> | <p>(8) A left lateral setback (south) of 10.23 m (33.56 ft), whereas there is no provision stipulated for a 9-storey building;</p> |
| <p>9. Un retrait latéral droit (nord) de 11,39 m (37,37 pi), alors qu'aucun retrait latéral n'est prévue pour un bâtiment de 9 étages ;</p> | <p>(9) A right lateral setback (north) of 11.39 m (37.37 ft), whereas there is no lateral setback stipulated for a 9-storey building;</p> |
| <p>9.1. Un retrait latéral droit (nord) de 10,03 m (32,91 pi) mesuré aux parties de bâtiment en porte-à-faux, alors qu'aucun retrait latéral n'est prévue pour un bâtiment de 9 étages ;</p> | <p>(9.1) A right lateral setback (north) of 10.03 m (32.91 ft) measured at the cantilevered parts of the building, whereas there is no lateral setback stipulated for a 9-storey building;</p> |
| <p>10. Un nombre total de 390 cases de stationnement pour les résidents, alors que 544 cases de stationnement sont requises pour un immeuble à appartements, soit un ratio de 1,43 cases par logement au lieu du ratio de 2 requis ;</p> | <p>(10) A total number of 390 parking spaces for the residents, whereas 544 parking spaces are required for an apartment building, representing a ratio of 1.43 spaces per dwelling rather than the ratio of 2 required;</p> |

- | | |
|--|---|
| 11. Un minimum de 20 cases de stationnement extérieures pour visiteurs, alors qu'un nombre minimum de 41 cases extérieures est requis ; | (11) A minimum of 20 exterior residential visitor parking spaces, whereas a minimum number of 41 exterior spaces is required; |
| 12. La localisation de 3 cases de stationnement devant le bâtiment dans le retrait avant donnant sur le boulevard Saint-Jean, à une distance de 4,05 m (13,29 pi) de l'emprise du boulevard et avec une bande gazonnée de 3,85 m (13,29 pi), alors que les cases de stationnement sont prohibées devant le bâtiment dans le retrait avant minimal à moins de 6,09 m (20 pi) et qu'une bande gazonnée de 6,09 m (20 pi) est requise ; | (12) The location of 3 parking spaces in front of the building within the front setback giving onto Saint-Jean Boulevard, at a distance of 4.05 m (13.29 ft) from the right-of-way of the boulevard and with a grassed band of 3.85 m (13.29 ft), whereas parking spaces are prohibited in front of the building within the minimum front setback at less than 6.09 m (20 ft) and a grassed band of 6.09 m (20 ft) is required; |
| 13. La localisation d'une aire de stationnement à une distance de 1,45 m (4,76 pi) d'une fenêtre d'une pièce habitable, alors qu'une distance de 6,09 m (20 pi) est requise ; | (13) The location of parking spaces at a distance of 1.45 m (4.76 ft) from a window of a habitable room, whereas a distance of 6.09 m (20 ft) is required; |
| 14. La localisation d'une allée de stationnement (côté sud) à une distance variant entre 0,15 m (0,49 pi) et 1,75 m (5,74 pi), alors qu'une distance de 1,52 m (5 pi) est requise ; | (14) The location of a parking aisle (south side) at a distance that varies between 0.15 m (0.49 pi) and 1.75 m (5.74 ft), whereas a distance of 1.52 m (5 ft) is required; |
| 15. La localisation d'une partie de l'aire de stationnement comptant 2 cases de stationnement dans le retrait avant donnant sur la rue Morningside, à une distance de 2,55 m (8,37 pi) de l'emprise de la rue, alors qu'aucune aire de stationnement n'est autorisée dans le retrait avant ; | (15) The location of a portion of a parking area comprised of 2 parking spaces within the front setback giving onto Morningside Street, at a distance of 2.55 m (8.37 ft) of the public right-of-way, whereas no parking area is allowed within the front setback; |
| 16. Une superficie d'aire d'agrément de 3 973,5 m ² (42 770,40 pi ²), alors qu'une superficie de 7 852,64 m ² (84 525,11 pi ²) est requise ; | (16) An amenity area of 3,973.5 m ² (42,770.40 ft ²), whereas an area of 7,852.64 m ² (84,525.11 ft ²) is required; |
| 17. Une aire de terrain de jeux totale de 517,5 m ² (5 570,32 pi ²), alors que l'aire de terrain de jeux minimale requise est de 1009,12 m ² (10 862,08 pi ²) ; | (17) A total playground area of 517.5 m ² (5,570.32 ft ²), whereas the minimum required playground area is 1,009.12 m ² (10,862.08 ft ²); |

D'autoriser ce projet particulier, aux conditions suivantes :

TO authorize this specific proposal, under the following conditions:

- | | |
|--|--|
| a) QU'une étude d'infrastructures soit présentée afin de déterminer si les réseaux peuvent répondre à l'accroissement de la capacité ; | (a) That an infrastructure study be provided to determine the capability of the network to receive an increase in capacity; |
| b) QU'un plan d'aménagement paysager, préparé par un architecte paysager, membre de l'Association des architectes paysagistes du Québec soit déposé à la | (b) That a landscaping plan, prepared by a Landscape Architect, member of the Quebec Association of Landscape Architects be provided to the City for |

Ville pour approbation, notamment aux conditions suivantes :

approval, under the following conditions:

- | | |
|--|--|
| <p>i. Les alignements d'arbres situés le long de la rue Morningside et du boulevard Saint-Jean doivent être conservés et protégés durant les travaux de construction. Si des arbres doivent être remplacés, les arbres devront être en quantité et qualité égale ou supérieure. Ces aménagements paysagers sont sujets à l'approbation de la Ville et devront être réalisés au plus tard, à la fin des travaux prévus à la présente résolution. Les arbres doivent être entretenus et maintenus;</p> <p>ii. Des arbres et des arbustes formant une continuité de végétaux doivent être plantés et maintenus sur toute la longueur du retrait avant donnant sur la rue Morningside.</p> <p>c) QUE les accès véhiculaires sur la rue Morningside soient prohibés;</p> <p>d) QU'une étude acoustique (théorique) et une étude photométrique (théorique) soient déposées avant de délivrer le permis de construction, et que ces études soient révisées, une fois la construction terminée, et soumises à la Ville avant l'émission du certificat d'occupation ;</p> <p>e) Qu'une demande d'opération cadastrale pour consolider les lots 1 459 431 et 1 459 433 soit déposée à la Ville pour approbation ;</p> <p>f) QU'un nombre minimum de 40 bornes de recharge pour véhicules électriques soit installé dans les aires de stationnement intérieure et extérieure ;</p> <p>g) QU'un service d'auto-partage d'au moins 5 véhicules soit planifié pour les résidents et que 5 cases de stationnement soient identifiées à cet effet ;</p> <p>h) Qu'un plan de cadastre de copropriété soit déposé à la Ville pour les logements dans la partie de 4 étages donnant sur la rue Morningside ;</p> <p>i) Que l'usage de location touristique à court terme, tel que défini au sous-paragraphe i) du paragraphe i), soit</p> | <p>i. The alignments of the trees located along Morningside Street and Saint-Jean Boulevard must be preserved and protected during the construction work. If trees must be replaced, they have to be replaced with trees of equal or greater quantity and quality. The landscaping is subject to the approval of the City and must be carried out no later than by the end of the work set forth by the present resolution. The trees must be maintained and remain in place;</p> <p>ii. Trees and shrubs forming a continuity of vegetation must be planted and maintained along the entire length of the front setback facing Morningside Street.</p> <p>(c) That vehicular accesses onto Morningside Street be prohibited;</p> <p>(d) That an acoustic study (theoretical) and photometric study (theoretical) be submitted before the issuance of the construction permit, and that these studies be revised upon completion of the construction and submitted to the City prior to the issuance of the certificate of occupation;</p> <p>(e) That a request for a cadastral operation to consolidate lots 1 459 431 and 1 459 433 be submitted to the City for approval;</p> <p>(f) That a minimum number of 40 charging stations for electric vehicles be installed in the interior and exterior parking areas;</p> <p>(g) That a car-sharing service with a minimum of 5 vehicles be planned for the residents and that 5 parking spaces be identified for this purpose;</p> <p>(h) That a co-proprietorship cadastral plan be submitted to the City for the dwelling units in the 4-storey portion of the building giving onto Morningside;</p> <p>(i) That short-term rental use for tourist accommodations, as defined in subparagraph i) of paragraph i) be</p> |
|--|--|

interdit et que le propriétaire soit tenu d'inscrire cette interdiction dans le règlement de gestion de l'immeuble et tout bail ou tout acte de vente :

i. Constitue un usage de location touristique à court terme, tout établissement dans lequel au moins une unité d'hébergement est proposée en location, à titre onéreux, pour une durée n'excédant pas 31 jours et dont la mise à disposition de l'unité est rendue publique par l'utilisation de tout média. La présente définition inclut aussi les « établissements de résidence principale » tels que définis dans le Règlement sur les établissements d'hébergement touristique (E-14.2, r.1) ;

j) Que les demandes de permis nécessaires soient déposées et complètes, avec tous les documents requis et le paiement de tous les frais applicables, dans les 24 mois suivants l'entrée en vigueur du PPCMOI. En cas de non-respect de ce délai, la résolution devient nulle et non avenue et le processus d'approbation doit être recommencé depuis le début ;

k) Dans le cas où la réalisation du projet visé par la présente résolution implique la démolition d'un ou de plusieurs bâtiments et que cette démolition n'a pas fait l'objet d'un traitement en vertu du *Règlement R-2013-088 sur la démolition des immeubles*, le requérant doit déposer une garantie monétaire d'un montant équivalent à 10 % de la valeur de l'immeuble (bâtiment et terrain) inscrite au rôle d'évaluation foncière en vigueur, selon ce qui suit :

i. La garantie monétaire doit être soumise au directeur du Service de l'aménagement urbain et de l'ingénierie ou son représentant avant l'émission du permis de démolition, sous l'une des formes suivantes : un chèque visé ou une lettre de garantie bancaire ;

ii. La garantie monétaire doit demeurer valide jusqu'au moment où les travaux de construction de la fondation du projet visé par la présente résolution et au permis de construction y afférent sont achevés à la satisfaction de la Ville. Si la date d'achèvement des travaux se prolonge au-delà de la période de

prohibited and that the owner be required to include this prohibition in the building management regulations and all rental leases or all deeds of sale:

i. Constituted as short-term rental use for tourist accommodations, any establishment in which at least one accommodation unit is offered for rental, in return for payment, for a period not exceeding 31 days and where the availability of the unit is made public by the use of any medium. The aforementioned definition also includes "Principal residence establishments", as defined in the "Regulation respecting tourist accommodation establishments" (chapter E-14.2, r.1);

(j) That the necessary permit requests be submitted and complete, with all required documents and payment of all applicable fees, within 24 months of the coming into force of the SCAOPI. In the event that this timeframe is not respected, the resolution becomes null and void and the approval process must be restarted from the beginning;

(k) In the event that carrying out the project subject to this resolution involves the demolition of one or more buildings and that this demolition is not subject to the procedure under the *By-law R-2013-088 Respecting the Demolition of Immovables*, the applicant must deposit a monetary guarantee in an amount equivalent to 10% of the value of the immovable (building and land) as indicated on the valuation roll in force, according to the following:

i. The monetary guarantee must be submitted to the Director of the Urban Planning and Engineering Department or its representative before the demolition permit is issued, under one of the following forms: a certified cheque or a letter of guarantee from a bank;

ii. The monetary guarantee must remain in force until the construction work of the foundation for the project subject to this resolution and to the related construction permits completed to the satisfaction of the City. Should the date of the completion of the work extend beyond the validity

- validité de la garantie monétaire, ladite garantie devra être renouvelée et un avis à cet effet sera donné à la Ville, par le créancier, au moins 30 jours avant sa date d'échéance. À défaut de renouvellement, la garantie monétaire sera encaissée par la Ville ;
- iii. Sous réserve du sous-alinéa précédent, la garantie monétaire est remise au requérant, sans intérêt, à la fin des travaux de construction de la fondation selon le permis de construction y afférent, lorsque la Ville a pu vérifier que les travaux sont exécutés conformément aux permis nécessaires émis ;
- I) En vue d'assurer l'achèvement des aménagements extérieurs, incluant l'aménagement paysager, ou pour toute autre raison liée à la complétion du projet comme prévu à la présente résolution, le requérant doit déposer une garantie monétaire d'un montant équivalent à 11 \$ par pied carré du terrain :
- i. La garantie monétaire doit être soumise au directeur du Service de l'aménagement urbain et de l'ingénierie ou son représentant avant l'émission du permis de construction, sous l'une des formes suivantes : un chèque visé ou une lettre de garantie bancaire ;
- ii. La garantie monétaire doit demeurer valide jusqu'au moment où tous les travaux prévus à la présente résolution sont achevés à la satisfaction de la Ville. Si la date d'achèvement des travaux se prolonge au-delà de la période de validité de la garantie monétaire, ladite garantie devra être renouvelée et un avis à cet effet sera donné à la Ville, par le créancier, au moins 30 jours avant sa date d'échéance. À défaut de renouvellement, la garantie monétaire sera encaissée par la Ville ;
- iii. Sous réserve du sous-alinéa précédent, la garantie monétaire est remise au requérant, sans intérêt, lorsque la Ville a pu vérifier que tous les travaux prévus à la présente résolution sont exécutés
- period of the monetary guarantee, said guarantee must be renewed and a notice to this effect must be given to the City, by the creditor, at least 30 days prior to its expiry date. Failure to comply will result in the confiscation of the monetary guarantee by the City;
- iii. Subject to the preceding subparagraph, the monetary guarantee shall be returned, without interest, to the applicant following the completion of the construction work of the foundation as per the construction permit, once the City has been able to verify that the work has been carried out in accordance with the requisite permits issued;
- (I) In order to ensure the completion of the outdoor facilities, including landscaped areas, or for any other reason related to the completion of the project as set forth by the present resolution, the applicant must deposit a monetary guarantee in an amount equivalent to \$11 per square foot of land:
- i. The monetary guarantee must be submitted to the Director of the Urban Planning and Engineering Department or their representative prior to the issuance of the construction permit, under one of the following forms: a certified cheque or a letter of guarantee from a bank;
- ii. The monetary guarantee must remain valid until all the work set forth by the present resolution is completed to the satisfaction of the City. Should the date of the completion of the work extend beyond the validity period of the monetary guarantee, said guarantee must be renewed and a notice to this effect must be given to the City, by the creditor, at least 30 days before its expiry date. Failure to comply will result in the confiscation of the monetary guarantee by the City;
- iii. Subject to the preceding subparagraph, the monetary guarantee shall be returned to the applicant, interest free, once the City has been able to verify that all of the work set forth by the present resolution has

conformément aux permis
nécessaires émis ;

been carried out in accordance with
the required permits issued;

m) Que le premier projet de résolution adopté en vertu du *Règlement R-2013-085 sur les projets particuliers de construction de modification ou d'occupation d'un immeuble* (PPCMOI) fasse l'objet d'un examen de conformité du Schéma d'aménagement et de développement de l'Agglomération de Montréal, et aux dispositions du document complémentaire en vertu du *Règlement RCG 15-073 de l'agglomération de Montréal*.

(m) That the first draft resolution adopted under *By-Law R-2013-085 concerning specific construction, alteration or occupancy proposals for an immovable* (SCAOPI) be subject to a compliance review with the objectives of the Montreal Urban Agglomeration Land Use and Development Plan and the provisions of the complimentary document under *By-Law RCG 15-073 of the Montreal Urban Agglomeration*.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

CARRIED UNANIMOUSLY

SD2022-400-1574

22 1120

ADOPTION DU DEUXIÈME PROJET DE LA RÉOLUTION PP-029 RELATIVE À UNE DEMANDE D'AUTORISATION EN VERTU DES DISPOSITIONS DU RÈGLEMENT R-2013-085 SUR LES PROJETS PARTICULIERS DE CONSTRUCTION, DE MODIFICATION OU D'OCCUPATION D'UN IMMEUBLE (PPCMOI) - 35-37, BOULEVARD BRUNSWICK, LOT 2 262 952 (ZONE R-3r)

APPROVAL OF THE SECOND DRAFT OF RESOLUTION PP-029 RELATING TO AN AUTHORIZATION REQUEST UNDER THE PROVISIONS OF BY-LAW R-2013-085 CONCERNING SPECIFIC CONSTRUCTION, ALTERATION OR OCCUPANCY PROPOSALS FOR AN IMMOVABLE (SCAOPI) - 35-37 BRUNSWICK BOULEVARD, LOT 2 262 952 (ZONE R-3r)

ATTENDU QU'en vertu des dispositions du *Règlement R-2013-085 sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (PPCMOI), une demande d'autorisation a été déposée par Endevco inc., à titre de mandataire pour Managed by York Holdings inc., visant à permettre la construction de 2 immeubles à appartements, comme indiqué aux plans suivants :

WHEREAS under the provisions of *By-law R-2013-085 concerning specific construction, alteration or occupancy proposals for an immovable* (SCAOPI), an authorization request was submitted by Endevco inc., as mandated by Managed by York Holdings inc., in order to allow the construction of 2 apartment buildings as per the following plans:

- Plans « 35-37 boulevard Brunswick, Presentation to Planning Advisory Committee, Revision 02 », pages 1 à 48, préparés en août 2022 par EVOQ, reçus le 25 août 2022 ;
- Plan d'implantation « Plan projet d'implantation, version 5, no dossier 70799-00, no minute 57847 », préparé le 22 septembre 2022 par Vital Roy, arpenteur-géomètre, et reçu le 22 septembre 2022 ; et
- Addenda aux plans « 35-37 Brunswick, PAC presentation, August 2022 », pages 23, 30, et 31, préparés par EVOQ, et reçu le 31 août 2022 .

- Plans "35-37 boulevard Brunswick, Presentation to Planning Advisory Committee, Revision 02", pages 1 to 48, prepared in August 2022 by EVOQ, received on August 25, 2022;
- Site plan "Plan projet d'implantation, version 5, No. dossier 70799-00, No. minute 57847" prepared on September 22, 2022 by Vital Roy, Land Surveyor, and received on September 22, 2022; and
- Addendum to plans "35-37 Brunswick, PAC presentation, August 2022", pages 23, 30, and 31, prepared by EVOQ, and received on August 31, 2022.

ATTENDU QUE le projet déroge à diverses dispositions du *Règlement 82-704 concernant le zonage de la Ville de Dollard-des-Ormeaux* relatives au nombre d'étages, à la superficie de terrain par logement, aux retraits minimaux, au retrait d'une aire de stationnement, au nombre de cases de stationnement, aux dimensions des cases de stationnement, à la largeur et l'emplacement des allées de stationnement, et aux retraits minimaux d'une piscine ;

ATTENDU que le projet respecte les objectifs du Plan d'urbanisme ;

ATTENDU la recommandation favorable du Comité consultatif d'urbanisme, telle que consignée au procès-verbal de sa réunion du 29 août 2022, et approuvée par le Conseil municipal le 13 septembre 2022 ;

ATTENDU l'adoption du premier projet de résolution par le Conseil municipal le 12 octobre 2022 ; et

ATTENDU QUE le projet a été soumis à une assemblée publique de consultation le 8 novembre 2022 à 18 h 45 et est susceptible d'approbation référendaire :

Il est
proposé par la Conseillère Toledano
appuyé par le Conseiller Vesely

D'autoriser le projet particulier de construction de l'immeuble situé sur le lot 2 262 952 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, afin que l'immeuble situé au 35-37, boulevard Brunswick puisse déroger à la réglementation d'urbanisme applicable dans la zone résidentielle R-3r ;

DE fixer, pour ce projet, les normes suivantes, lesquelles sont dérogatoires au *Règlement 82-704 concernant le zonage de la Ville de Dollard-des-Ormeaux* :

1. Une hauteur de bâtiment de 3 à 6 étages, alors que la hauteur maximale est de 3 étages ;
2. Un emplacement d'une superficie totale de 14 580 m² (156 937,82 pi²), alors que la superficie minimale requise pour 250 logements est de 17 417,5 m² (187 480,41 pi²) ;
3. Un retrait avant minimum de 16,59 m (54,43 pi) pour le rez-de-chaussée, alors qu'un retrait avant minimum de

WHEREAS the project contravenes various provisions of *By-law 82-704 concerning the zoning of Ville de Dollard-des-Ormeaux* related to the number of storeys, the site area per dwelling unit, the minimum setbacks, the setback of a parking area, the number of parking spaces, the dimensions of parking spaces, the width and the location of the parking aisles and the minimum setbacks of a pool;

WHEREAS the project respects the Planning Program objectives;

WHEREAS the favorable recommendation of the Planning Advisory Committee, as recorded in the minutes of its meeting held on August 29 2022, and ratified by City Council on September 13, 2022;

WHEREAS the adoption of the first draft resolution by City Council on October 12, 2022; and

WHEREAS the project was submitted to a public consultation meeting held on November 8, 2022, at 6:45 p.m., and is subject to approval by way of referendum:

It is
moved by Councillor Toledano
seconded by Councillor Vesely

TO authorize the specific construction proposal for the immovable located on lot 2 262 952 of the Quebec cadastre, Montreal registration division, in order for the immovable located at 35-37 Brunswick Boulevard to be at variance with the Urban Planning by-laws applicable within residential zone R-3r;

TO set, for this project, the following standards which are non-conforming to *By-law 82-704 concerning the zoning of Ville de Dollard-des-Ormeaux*:

- (1) A building height of 3 to 6 storeys, whereas the maximum height is 3 storeys;
- (2) A site area of 14,580 m² (156,937.82 ft²), whereas the minimum required area for 250 units is 17,417.5 m² (187,480.41 ft²);
- (3) A minimum front setback of 16.59 m (54.43 ft) for the ground floor, whereas a minimum front setback of 25.93 m

- 25,93 m (85,08 pi) est requis pour le bâtiment de la phase 1 et de 34,15 m (112,04 pi) est requis pour le bâtiment de la phase 2 ;
- (85.08 ft) is required for the phase 1 building and 34.15 m (112.04 ft) is required for the phase 2 building;
4. Un retrait avant minimum de 14,73 m (48,33 pi) pour les parties de bâtiment en porte-à-faux, alors qu'un retrait avant minimum de 25,93 m (85,08 pi) est requis pour le bâtiment de la phase 1 et de 34,15 m (112,04 pi) est requis pour le bâtiment de la phase 2 ;
 - (4) A minimum front setback of 14.73 m (48.33 ft) for the cantilevered parts of the building, whereas a minimum front setback of 25.93 m (85.08 ft) is required for the phase 1 building and 34.15 m (112.04 ft) is required for the phase 2 building;
 5. Un retrait latéral gauche minimum (ouest) de 5,61 m (18,41 pi) pour le toit au-dessus d'une rampe d'accès véhiculaire à un garage de stationnement souterrain, alors qu'un retrait latéral minimum de 13,42 m (44,03 pi) est requis ;
 - (5) A minimum left lateral setback (west) of 5.61 m (18.41 ft) for the roof over a vehicular access ramp to an underground parking garage, whereas a minimum lateral setback of 13.42 m (44.03 ft) is required;
 6. Un retrait arrière minimum de 13,36 m (43,83 pi), alors qu'un retrait arrière minimum de 24,55 m (80,55 pi) est requis pour le bâtiment de la phase 1 et de 32,47 m (106,53 pi) est requis pour le bâtiment de la phase 2 ;
 - (6) A minimum rear setback of 13.36 m (43.83 ft), whereas a minimum rear setback of 24.55 m (80.55 ft) is required for the phase 1 building and of 32.47 m (106.53 ft) is required for the phase 2 building;
 7. Des balcons empiétant de 1,5 m (4,93 pi) dans les retraits latéral gauche, latéral droit et arrière, tel que fixé par la présente résolution ;
 - (7) Balconies that encroach by 1.5 m (4.93 ft) within the left lateral, right lateral and rear setbacks, as set forth in the present resolution;
 8. Des balcons empiétant de 1,83 m (6 pi) dans le retrait avant, tel que fixé par la présente résolution ;
 - (8) Balconies that encroach by 1.83 m (6 ft) within the front setback, as set forth in the present resolution;
 9. Une distance minimale entre 2 bâtiments de 5,45 m (17,88 pi) et de 20,09 m (65,91 pi), alors qu'une distance minimale de 26,84 m (88,06 pi) est requise pour le bâtiment de la phase 1 et de 33,2 m (108,92 pi) pour le bâtiment de la phase 2 ;
 - (9) A minimum distance between 2 buildings of 5.45 m (17.88 ft) and of 20.09 m (65.91 ft), whereas the minimum distance of 26.84 m (88.06 ft) is required for the phase 1 building and 33.2 m (108.92 ft) is required for the phase 2 building;
 10. Un nombre total de 337 cases de stationnement pour les résidents, alors que 500 cases de stationnement sont requises pour un immeuble à appartements, soit un ratio de 1,35 cases par logement au lieu du ratio de 2 requis ;
 - (10) A total number of 337 parking spaces for the residents, whereas 500 spaces are required for an apartment building, representing a ratio of 1.35 spaces per dwelling rather than the ratio of 2 required;
 11. Un minimum de 26 cases de stationnement pour visiteurs, alors qu'un nombre minimum de 38 cases est requis ;
 - (11) A minimum of 26 visitor parking spaces, whereas a minimum number of 38 spaces is required;
 12. Les dimensions minimales de 11 cases de stationnement intérieures à 2,75 m x 5,48 m (9 pi x 18 pi), alors que les
 - (12) The minimum dimensions of 11 interior parking spaces at 2.75 m x 5.48 m (9 ft x 18 ft), whereas the minimum required

dimensions minimales requises varient, selon la position des murs et des colonnes du bâtiment, entre 2,75 m x 5,48 m (9 pi x 18 pi); 3,04 m x 5,48 m (10 pi x 18 pi); ou 3,35 m x 5,48 m (11 pi x 18 pi);

dimensions vary, depending on the position of the walls and columns of the building, between 2.75 m x 5.48 m (9 ft x 18 ft); 3.04 m x 5.48 m (10 ft x 18 ft); or 3.35 m x 5.48 m (11 ft x 18 ft);

13. Un retrait latéral droit (est) d'une aire de stationnement commune (partagée avec 33, boulevard Brunswick) à une distance de 0 m (0 pi), alors qu'un retrait latéral minimum de 1,52 m (5 pi) est requis ;

(13) A right lateral setback (east) of a common parking area (shared with 33 Brunswick Boulevard) at a distance of 0 m (0 ft), whereas a minimum lateral setback of 1,52 m (5 ft) is required;

14. Une allée de stationnement extérieure commune à double sens d'une largeur minimum de 6,7 m (22 pi) alors qu'une allée de stationnement commune est prohibée ;

(14) A common two-way exterior parking aisle of a minimum width of 6.7 m (22 ft), whereas a common parking aisle is prohibited;

15. Une piscine creusée à une distance minimum de 7,43 m (24,38 pi) des murs des bâtiments, alors qu'un retrait minimum de 15,24 m (50 pi) d'un mur fenêtré ou de 7,5 m (25 pi) d'un mur aveugle est requis

(15) An in-ground pool at a distance of 7.43 m (24.38 ft) from the walls of the building, whereas a minimum setback of 15.24 m (50 ft) from any wall with windows or 7.5 m (25 ft) from any blank wall is required;

D'autoriser ce projet particulier, aux conditions suivantes :

TO authorize this specific proposal, under the following conditions:

a) Qu'une servitude réelle, perpétuelle et réciproque de passage pour les lots 2 262 952 et 2 262 954 soit établie et publiée au registre foncier et une copie remise à la Ville pour l'allée de circulation commune ;

(a) That a real, perpetual and reciprocal servitude of right-of-way for lots 2 262 952 et 2 262 954 be established and published in the Land Register and a copy submitted to the City for the common circulation aisle;

b) QU'une étude acoustique (théorique) et une étude photométrique (théorique) soient déposées avant de délivrer le permis de construction, et que ces études soient révisées, une fois la construction terminée, et soumises à la Ville avant l'émission du certificat d'occupation ;

(b) That an acoustic study (theoretical) and photometric study (theoretical) be submitted before the issuance of the construction permit, and that these studies be revised upon completion of the construction and submitted to the City prior to the issuance of the certificate of occupation;

c) Qu'un nombre minimum de 40 bornes de recharge pour véhicules électriques soit installé dans les aires de stationnement intérieures et extérieures ;

(c) That a minimum number of 40 charging stations for electric vehicles be installed in the interior and exterior parking areas;

d) Que des espaces de stationnements pour bicyclettes soient fournies au 1^{er} et au 2^e niveau de l'aire de stationnement souterrain ;

(d) That parking spaces for bicycles be provided on the 1st and 2nd levels of the underground parking area;

e) Qu'un service d'autopartage d'au moins 2 véhicules soit planifié pour les résidents et que 2 cases de stationnement soient identifiées à cet effet ;

(e) That a car-sharing service with a minimum of 2 vehicles be planned for the residents and that 2 parking spaces be identified for this purpose;

- f) Que l'usage de location touristique à court terme, tel que défini au sous-paragraphe i) du paragraphe f), soit interdit et que le propriétaire soit tenu d'inscrire cette interdiction dans le règlement de gestion de l'immeuble et tout bail ou tout acte de vente :
- i. Constitue un usage de location touristique à court terme, tout établissement dans lequel au moins une unité d'hébergement est proposée en location, à titre onéreux, pour une durée n'excédant pas 31 jours et dont la mise à disposition de l'unité est rendue publique par l'utilisation de tout média. La présente définition inclut aussi les « établissements de résidence principale » tels que définis dans le Règlement sur les établissements d'hébergement touristique (E-14.2, r.1) ;
- g) Que les demandes de permis nécessaires soient déposées et complètes, avec tous les documents requis et le paiement de tous les frais applicables, dans les 24 mois suivants l'entrée en vigueur du PPCMOI pour la phase 1 du projet, et dans les 48 mois suivants l'entrée en vigueur du PPCMOI pour les phases subséquentes. En cas de non-respect de ce délai, la résolution devient nulle et non avenue et le processus d'approbation doit être recommencé depuis le début ;
- h) En vue d'assurer l'achèvement des aménagements extérieurs, incluant l'aménagement paysager, ou pour toute autre raison liée à la complétion du projet comme prévu à la présente résolution, le requérant doit déposer une garantie monétaire d'un montant équivalent à 11 \$ par pied carré du terrain :
- i. La garantie monétaire doit être soumise au directeur du Service de l'aménagement urbain et de l'ingénierie ou son représentant avant l'émission du permis de construction, sous l'une des formes suivantes : un chèque visé ou une lettre de garantie bancaire ;
- ii. La garantie monétaire doit demeurer valide jusqu'au moment où tous les travaux prévus à la présente résolution sont achevés à la
- (f) That short-term rental use for tourist accommodations, as defined in subparagraph i) of paragraph f) be prohibited and that the owner be required to include this prohibition in the building management regulations and all rental leases or all deeds of sale:
- i. Constituted as short-term rental use for tourist accommodations, any establishment in which at least one accommodation unit is offered for rental, in return for payment, for a period not exceeding 31 days and where the availability of the unit is made public by the use of any medium. The aforementioned definition also includes "Principal residence establishments", as defined in the "Regulation respecting tourist accommodation establishments (chapter E-14.2, r.1);
- (g) That the necessary permit requests be submitted and complete, with all required documents and payment of all application fees, within 24-months of the coming into force of the SCAOPI for phase 1 of the project, and within 48 months of the coming into force of the SCAOPI for the subsequent phases. In the event that this timeframe is not respected, the resolution becomes null and void and the approval process must be restarted from the beginning;
- (h) In order to ensure the completion of the outdoor facilities, including landscaped areas, or for any other reason related to the completion of the project as set forth by the present resolution, the applicant must deposit a monetary guarantee in an amount equivalent to \$11 per square foot of land:
- i. The monetary guarantee must be submitted to the Director of the Urban Planning and Engineering Department or its representative prior to the issuance of the construction permit, under one of the following forms: a certified cheque or a letter of guarantee from a bank;
- ii. The monetary guarantee must remain valid until all the work set forth by the present resolution is completed to the satisfaction of the

- satisfaction de la Ville. Si la date d'achèvement des travaux se prolonge au-delà de la période de validité de la garantie monétaire, ladite garantie devra être renouvelée et un avis à cet effet sera donné à la Ville, par le créancier, au moins 30 jours avant sa date d'échéance. À défaut de renouvellement, la garantie monétaire sera encaissée par la Ville ;
- iii. Sous réserve du sous-alinéa précédent, la garantie monétaire est remise au requérant, sans intérêt, lorsque la Ville a pu vérifier que tous les travaux prévus à la présente résolution sont exécutés conformément aux permis nécessaires émis ;
- i) Que le projet de résolution adopté en vertu du *Règlement R-2013-085 sur les projets particuliers de construction de modification ou d'occupation d'un immeuble* (PPCMOI) fasse l'objet d'un examen de conformité du Schéma d'aménagement et de développement de l'Agglomération de Montréal, et aux dispositions du document complémentaire en vertu du *Règlement RCG 15-073 de l'agglomération de Montréal*.
- City. Should the date of the completion of the work extend beyond the validity period of the monetary guarantee, said guarantee must be renewed and a notice to this effect must be given to the City, by the creditor, at least 30 days before its expiry date. Failure to comply will result in the confiscation of the monetary guarantee by the City;
- iii. Subject to the preceding subparagraph, the monetary guarantee shall be returned to the applicant, interest free, once the City has been able to verify that all of the work set forth by the present resolution has been carried out in accordance with the required permits issued;
- (i) That the draft resolution adopted under *By-Law R-2013-085 concerning specific construction, alteration or occupancy proposals for an immovable* (SCAOPI) be subject to a compliance review with the objectives of the Montreal Urban Agglomeration Land Use and Development Plan and the provisions of the complimentary document under *By-Law RCG 15-073 of the Montreal Urban Agglomeration*.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

CARRIED UNANIMOUSLY

SD2022-400-1575

22 1121

**ADOPTION DU RÈGLEMENT R-2022-170
CONCERNANT LES TARIFS POUR
L'ANNÉE 2023**

**ADOPTION OF BY-LAW R-2022-170
CONCERNING RATES FOR THE YEAR
2023**

La greffière mentionne :

The City Clerk mentions that:

- Que le présent règlement a pour objet l'établissement des tarifs de la Ville pour l'année 2023 ;
- Qu'un avis de motion a été donné et un projet de règlement a été déposé à la séance du Conseil tenue le 12 octobre 2022, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) ;
- Que depuis le dépôt de son projet à cette même séance, l'annexe A (page 5 de 5) a été modifiée par l'ajout d'un tarif de 2000 \$ plus frais de publication d'avis de 1000 \$ pour une demande de modification de

- The purpose of the present by-law is to establish the City's rates for the year 2023;
- Notice of motion was given and a draft by-law was tabled at the October 12, 2022, Council meeting, in accordance with Section 356 of the *Cities and Towns Act* (CQLR, chapter C-19);
- That from the tabling of its draft at the said meeting, Schedule A (page 5 of 5) has been amended by the addition of a rate of \$2,000 for a request for a zoning amendment or a specific construction,

zonage ou de projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI) pour un usage commercial, industriel, institutionnel ou résidentiel de plus de 12 logements ; et

- Que des copies du projet de règlement déposé à cette même séance ont été mises à la disposition du public :

Il est
proposé par le Conseiller Vesely
appuyé par la Conseillère Assouline

QUE le règlement R-2022-170 intitulé « RÈGLEMENT SUR LES TARIFS POUR L'ANNÉE 2023 » soit adopté, tel que modifié.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

22 1122

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DU PROJET DE RÈGLEMENT R-2022-130-2 MODIFIANT DE NOUVEAU LE RÈGLEMENT R-2018-130 SUR LA MISE EN PLACE D'UN PROGRAMME DE SUBVENTION RELATIF AU TRAITEMENT D'UN FRÊNE AU TREEAZIN, À L'ABATTAGE D'UN FRÊNE PRIVÉ ET À SON REMPLACEMENT, AUX FINS DE SUPPRIMER LE MONTANT MAXIMUM DE L'AIDE FINANCIÈRE GLOBALE CUMULATIVE

La Conseillère Assouline :

donne avis de motion à l'effet de proposer, à une séance ultérieure du Conseil, un règlement modifiant de nouveau le Règlement R-2018-130 sur la mise en place d'un programme de subvention relatif au traitement d'un frêne au TreeAzin, à l'abattage d'un frêne privé et à son remplacement, aux fins de supprimer le montant maximum de l'aide financière globale cumulative ; et

Dépose ledit projet de règlement.

Des copies du projet de règlement seront disponibles au bureau de la greffière et sur le site Web de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

alteration or occupancy proposal for an immovable (SCAOPI) for a commercial, industrial, institutional or residential use of more than 12 units; and

- Copies of the draft by-law tabled at the said meeting were made available to the public:

It is
moved by Councillor Vesely
seconded by Councillor Assouline

THAT by-law R-2022-170 entitled "BY-LAW CONCERNING RATES FOR THE YEAR 2023" be adopted as amended.

CARRIED UNANIMOUSLY

SD2022-200-1579

NOTICE OF MOTION AND TBLING OF DRAFT BY-LAW R-2022-130-2 TO FURTHER AMEND BY-LAW R-2018-130 CONCERNING THE ESTABLISHMENT OF A SUBSIDY PROGRAM FOR THE TREATMENT OF AN ASH TREE WITH TREEAZIN, THE FELLING OF A PRIVATE ASH TREE AND ITS REPLACEMENT, IN ORDER TO REMOVE THE MAXIMUM AMOUNT OF THE CUMULATIVE OVERALL SUBSIDY

Councillor Assouline:

gives notice of motion that a by-law to further amend by-law R-2018-130 concerning the establishment of a subsidy program for the treatment of an ash tree with TreeAzin, the felling of a private ash tree and its replacement, in order to remove the maximum amount of the cumulative overall subsidy; and

Tables the said draft by-law.

Copies of said draft by-law will be available at the City Clerk's office and on the City's website.

CARRIED UNANIMOUSLY

SD2022-500-1593

22 1123

**APPROBATION DES
RECOMMANDATIONS DU COMITÉ
CONSULTATIF D'URBANISME**

Il est
proposé par le Conseiller Brownstein
appuyé par la Conseillère Assimakopoulos

QUE les recommandations du Comité
consultatif d'urbanisme, telles que
consignées au procès-verbal de sa réunion
tenue le 24 octobre 2022, soient
approuvées.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

**APPROVAL OF THE
RECOMMENDATIONS OF THE
PLANNING ADVISORY COMMITTEE**

It is
moved by Councillor Brownstein
seconded by Councillor Assimakopoulos

THAT the recommendations of the Planning
Advisory Committee, as recorded in the
minutes of its meeting held on October 24,
2022, be approved.

CARRIED UNANIMOUSLY

SD2022-400-1571

22 1124

**APPROBATION DES
RECOMMANDATIONS DU COMITÉ DE
CIRCULATION**

Il est
proposé par la Conseillère Assimakopoulos
appuyé par le Conseiller Parent

QUE les recommandations du comité de
circulation, telles que consignées au
procès-verbal de sa réunion tenue le
13 octobre 2022, soient approuvées, à
l'exception du point 2.4.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

**APPROVAL OF THE
RECOMMENDATIONS OF THE TRAFFIC
COMMITTEE**

It is
moved by Councillor Assimakopoulos
seconded by Councillor Parent

THAT the recommendations of the Traffic
Committee, as recorded in the minutes of
its meeting held on October 13, 2022, be
approved, except for item 2.4.

CARRIED UNANIMOUSLY

SD2022-400-1561

22 1125

**PROCLAMATION DE JOURNÉES
SPÉCIALES**

ATTENDU QUE le Conseil désire exprimer
son soutien à certaines causes :

Il est
proposé par le Conseiller Parent
appuyé par le Conseiller Johnson

QUE le Conseil proclame, sur le territoire
de la Ville :

- Novembre, le mois dédié à la
Campagne « Tous UNiS » des Nations
Unies pour mettre fin à la violence
envers les femmes et les filles ; et

PROCLAMATION OF SPECIAL DAYS

WHEREAS Council wishes to express its
support towards different causes:

It is
moved by Councillor Parent
seconded by Councillor Johnson

THAT Council proclaim, on the City
territory:

- November, month dedicated to the
United Nations' "UNiTE" campaign to
end violence against women and girls;

- le 11 novembre, le Jour du Souvenir.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

22 1126

DÉPÔT DES ÉTATS COMPARATIFS

La greffière déclare que le trésorier a déposé, conformément à l'article 105.4 de la Loi sur les cités et villes, les états comparatifs des revenus et dépenses réels au 31 août 2022 et prévus pour l'exercice financier 2022.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

22 1127

**DÉPÔT DE DOCUMENTS –
DÉCLARATION D'INTÉRÊTS
PÉCUNIAIRES**

La greffière informe les membres du Conseil qu'en conformité avec l'article 358 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*, tous les membres du Conseil ont déposé une déclaration de leurs intérêts pécuniaires à son bureau.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

22 1128

**DÉPÔT DU CERTIFICAT DE RÉSULTAT
D'UN REGISTRE SUR LA RÉOLUTION
PP-023**

La greffière dépose, conformément à l'article 557 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*, le certificat de résultat de registre tenu le 19 octobre 2022 sur la Résolution PP-023 relative à une demande d'autorisation en vertu des dispositions du règlement R-2013-085 sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI) aux fins d'autoriser le projet particulier de construction d'un immeuble sur le lot 2 262 268 du cadastre du Québec,

- Remembrance Day, on November 11.

CARRIED UNANIMOUSLY

SD2022-100-1573

**TABLING OF COMPARATIVE
STATEMENTS**

The City Clerk states that the Treasurer tabled, as provided by Section 105.4 of the Cities and Towns Act, the comparative statements of the current revenues and expenditures as of August 31, 2022, as well as the projected ones for the 2022 fiscal year.

CARRIED UNANIMOUSLY

SD2022-300-1570

**TABLING OF DOCUMENTS –
STATEMENT OF PECUNIARY INTEREST**

The City Clerk informs the members of Council that in conformity with Section 358 of the *Act Respecting Elections and Referendums in Municipalities*, all members of Council have filed a statement of their pecuniary interest at her office.

CARRIED UNANIMOUSLY

SD2022-200-1580

**TABLING OF THE CERTIFICATE OF THE
RESULT OF A REGISTER ON
RESOLUTION PP-023**

The City Clerk tables, in accordance with Section 557 of *An Act Respecting Elections and Referendums in Municipalities*, the certificate of the result of the register held on October 19, 2022, on Resolution PP-023 relating to an authorization request under the provisions of By-law R-2013-085 concerning specific construction, alteration or occupancy proposals for an immovable (SCAOPI), for the purpose of authorizing the specific construction proposal for an immovable located on lot 2 242 268 of the Quebec cadastre, Montreal registration

circonscription foncière de Montréal, pour que l'immeuble situé au 43-57, boulevard Brunswick puisse déroger à la réglementation d'urbanisme applicable dans la zone C-1b ;

Ce certificat fait rapport que 377 demandes ont été enregistrées à la fin de la période d'accessibilité audit registre. Le nombre de demandes requises pour qu'un scrutin référendaire soit tenu était de 649. La Résolution PP-023 est donc réputée approuvée par les personnes habiles à voter.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

22 1129

**DÉPÔT DU RAPPORT D'AUDIT
PORTANT SUR LA SÉCURITÉ DES
SYSTÈMES DE CONTRÔLE
INDUSTRIELS**

La greffière dépose le document suivant :

- Rapport d'audit de la Commission municipale du Québec sur la sécurité des systèmes de contrôle industriels, daté de novembre 2022.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Toutes les affaires soumises au Conseil étant expédiées, la séance est levée à 21 h 53.

division, in order for the immovable located at 43-57 Brunswick Boulevard to be at variance with the urban planning by-laws applicable within zone C-1b

This certificate reports that 377 applications were registered at the end of the accessibility period to said register. The number of applications required for a referendum poll to be held was 649. Resolution PP-023 is therefore deemed approved by the qualified voters.

CARRIED UNANIMOUSLY

SD2022-200-1585

**TABLING OF THE AUDIT REPORT ON
THE INDUSTRIAL CONTROL SYSTEMS'
SECURITY**

The City Clerk tables the following document:

- Commission municipale du Québec's November 2022 Audit report on the industrial control systems' security.

CARRIED UNANIMOUSLY

SD2022-200-1602

All the business requiring the attention of Council having been dispatched, the meeting is adjourned at 9:53 p.m.

(S) ALEX BOTTAUSCI

MAIRE / MAYOR

(S) SOPHIE VALOIS

GREFFIÈRE / CITY CLERK